

défense de **Occident**

Maurice BARDECHE :

Socialisme Fasciste (II)

Sur la politique de « collaboration »

●

J.-E. CHELDON :

La justice en mutation :

Les crimes d'Etat depuis 1945 (II)

●

Fritz ZORNDORF :

La subversion dans l'Armée Rouge

●

Eugène ROUVELLOU :

Pour une révision de l'enseignement de l'histoire

●

Daniel COLOGNE :

Permanence de la guerre idéologique

●

COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

DANS LA REGION PARISIENNE

ESSONNE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » dans l'Essonne — C. O. INITIATIVE 91 W — B. P. 4 — 91570 BIEVRES.

HAUTS DE SEINE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* dans les Hauts de Seine — 3 bis, rue Silvy — 92000 NANTERRE.

PARIS 14ème et 15ème : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » PARIS 14ème et 15ème — C. O. APAC 14^e - 15^e — 95, rue de Lourmel — 75015 PARIS.

(Permanence tous les vendredis à 21 heures).



COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

EN BELGIQUE : Raymond DEHAIBE, 31, Rue Bonne Nouvelle, 4000 LIEGE — Tél. 041.27.16.29.

EN SUISSE : Daniel COLOGNE, 4/6, Rue du Lac, 1207 GENEVE — Tél. 35.84.39.

POUR LE NORD : Philippe PENNEL, B. P. 1145, 59012 LILLE Cedex.

POUR LA REGION LYONNAISE : Jean-François MAYER, 7, Avenue Adolphe-Max, 69005 LYON.

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25^e Année
MAI 1977 — N° 148

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Socialisme Fasciste (II)* .. 3
- Maurice BARDECHE : *Sur la politique de « collaboration »* .. 14
- J.-E. CHELDON : *La justice en mutation : les crimes d'Etat depuis 1945 (II). Le crime glorieux* .. 23
- Fritz ZORNDORF : *La subversion dans l'Armée Rouge* .. 39
- Pierre HOFSTETTER : *L'Enigme Démocratique* 47
- Eugène ROUVELLOU : *Pour une révision de l'enseignement de l'histoire* .. 53
- Michel PELTIER : *1887 : Naissance du Fédéralisme Américain* .. 62
- Daniel COLOGNE : *Permanence de la guerre idéologique* .. 68



- CHRONIQUE DES LIVRES, par Guy LAN-CELOT : *Au dossier de l'histoire de la Résistance : entretien avec Dominique Venner* .. 74
- LES LIVRES DU MOIS, par Jean-Paul ROUDEAU : *Le peuple du désastre 1939-1940*, par Henri Amouroux ; *Boukovsky le contestataire*, par André Martin ; *L'effrittement*, par Jean-Claude Fontanet ; *Ce que je n'ai pas dit*, par Edouard Jouhaud .. 80
- NOS AMIS ECRIVENT :
Une interview d'Alphonse BOUDARD, par Jean MARCILLY, dans *Europe Magazine* .. 86
- DOCUMENT : *Le Dr Wilhem Stäglich témoigne sur Auschwitz* .. 94

NOUVELLE ADRESSE :

B. P. 97, 75962 Paris - Cedex 20 - C. C. P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	8 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	75 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	30 F.
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* »
B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS

Socialisme Fasciste (II) ¹

Il est assez facile de parler de « socialisme fasciste » au même de « nationalisme révolutionnaire » tant qu'on se borne à se repaître de mots. Il est plus difficile d'établir le catalogue des mesures concrètes par lesquelles un « socialisme fasciste » ou un « nationalisme révolutionnaire » se traduirait dans la réalité. Et il est plus difficile encore de vérifier si les principes qui inspirent nécessairement tout « socialisme fasciste » ou « nationalisme révolutionnaire » sont compatibles avec l'état non pas actuel, ni structurel, mais *réel* de notre économie.

Ces réflexions ne sont pourtant pas inutiles : non seulement par honnêteté intellectuelle et pour nous-mêmes afin de nous assurer que nous ne nous attachons pas à des utopies, mais encore parce qu'elles peuvent nous servir à mesurer les difficultés qui attendent tout socialisme véritable et par conséquent à prévoir les écueils auxquels se heurterait une éventuelle réalisation du « programme commun de la gauche » et les développements politiques auxquels nous devons nous attendre en raison de cette situation.

Toute l'économie française est commandée par deux chiffres : nous importons 81 % de notre énergie et 55 % de nos matières premières. Tout socialisme, qu'il soit « fasciste » ou « réformiste », doit donc répondre à cette question : comment paierons-nous ces importations indispensables ou comment ferons-nous si nous devons les diminuer ?

La réponse de l'économie libérale est claire et raisonnable : nous devons exporter autant que nous importons. La conséquence de cette solution n'est pas moins claire ni moins raisonnable : les salaires doivent être limités pour que nos prix ne soient pas plus élevés que ceux de nos concurrents et nos investissements doivent être suffisants pour que notre matériel soit moderne et nous permette de fournir des produits satisfaisants et peu coûteux.

Cette solution claire et raisonnable a quelques inconvénients. Premièrement, elle se heurte au *dumping* des pays

(1) Suite de notre N° 146, mars 1977.

qui ont une main-d'œuvre misérable et dont les prix seront inévitablement très inférieurs aux nôtres. Deuxièmement, elle sacrifie des secteurs entiers de notre production pour maintenir une liberté d'échanges indispensable aux secteurs lourds de notre exportation. Troisièmement, elle détruit le tissu biologique de notre économie et de notre organisme social en sanctionnant les « canards boiteux » qui ne peuvent participer à la course aux exportations et en favorisant exclusivement les super-producteurs qui fournissent les pourcentages les plus importants desdites exportations. Quatrièmement, elle contient en elle-même le principe du chômage, car la recherche d'une automatisation toujours plus poussée combinée avec la hantise du poids de la main-d'œuvre dans la fabrication ne peut qu'aboutir à une politique de réglage progressif des coûts qui s'appelle en bon français la limitation du personnel.

Finalement, comme Napoléon gagnait ses batailles avec les jambes de ses soldats, l'économie libérale gagne les siennes en rationnant les salariés et en sacrifiant les faibles.

Il faut reconnaître que les responsables du capitalisme libéral ont essayé d'échapper à cette fatalité. Ils ont maintenu leurs effectifs autant qu'ils l'ont pu, ils ont établi un système de sous-traitance qui a fait bénéficier les petites et moyennes entreprises du puissant courant d'eau entraîné par les grandes, ils ont poursuivi avec les syndicats un dialogue difficile, souvent dramatique, mais dont les résultats ont abouti à un certain équilibre. Cette sagesse a été efficace, mais elle est impuissante devant les grandes tempêtes concurrentielles : le drame de la sidérurgie en est un exemple édifiant.

Bien que la doctrine du libéralisme économique blâme l'intervention de l'Etat, le gouvernement expédie des renforts, colmate les brèches, renforce les zones faibles. Devenu le G. Q. G. de l'économie, il a ses plans de campagnes, ses indices, ses « clignotants » et il règle autant qu'il le peut cette immense machinerie économique. Ainsi, le libéralisme économique à l'état pur n'existe plus : l'Etat intervient à la fois comme quartier général et comme secouriste. La loi du marché ne gouverne plus le marché. Notre économie est sou-

mise à une constante surveillance médicale, elle est nourrie sous perfusion.

Cette sollicitude ne suffit pas à la garder en bonne santé. Car le capitalisme libéral, objet de tant de soins, n'est pas protégé contre les agressions les plus graves. D'abord il n'est pas protégé contre la perpétuelle agression démagogique. Le gouvernement laisse dégrader la situation de l'économie en tolérant les coups de boutoir continuels portés au nom de la lutte des classes, en assistant, en spectateur muet, à l'assaut donné chaque jour par des stratèges de la subversion au fonctionnement normal et à la santé de l'organisme économique. Dans cette guerre ouverte menée contre notre économie pour obtenir l'aggravation de la crise et par cette aggravation une situation propice à la révolution marxiste, le gouvernement abdique son rôle médical qu'il revendique en d'autres domaines. Aux inconvénients qui lui sont propres en période de crise s'ajoutent donc pour le libéralisme les inconvénients des soi-disant libre jeu démocratique. Le libéralisme seul est une solution, pas fautive, mais viable : le libéralisme plus la démocratie, c'est une catastrophe. En outre, le gouvernement est aussi incapable de protéger notre économie contre les agressions extérieures. Ligoté par ses traités, ses règlements, ses équilibres, il laisse notre marché sans défense contre l'inondation d'une exportation sauvage en provenance de pays étrangers auxquels nos propres ventes sont très réduites, inondation qui entraîne la mévente, la ruine et le chômage. Il ne sait pas non plus réagir contre des mesures protectionnistes prises contre notre production en vertu de traités arrachés à notre faiblesse et à notre complaisance envers l'idole sacrée du libre échange. Nos convictions européennes ne doivent pas nous empêcher d'affirmer que le traité de Rome qui est la charte du Marché Commun doit subir des aménagements et permettre des périodes de suspension quand les circonstances les rendent indispensables à la santé économique des pays partenaires. Elles doivent aussi nous amener à réclamer une protection stricte des produits européens et l'organisation d'une police douanière inter-européenne qui empêche le camouflé en produits européens des marchandises en pro-

venances des pays esclavagistes de l'Extrême-Orient ou des zones communistes.

La crise du libéralisme économique n'est pas « structurelle », comme l'affirment les partis de la gauche, elle est « morale ». Il ne servira à rien de « nationaliser », c'est-à-dire de remplacer les gérants nommés par les actionnaires par des gérants nommés par les syndicats, si les uns et les autres se heurtent aux mêmes problèmes insolubles, et pas davantage de préconiser une « autogestion » qui ne servira qu'à permettre à des irresponsables de vérifier à nos frais l'impossibilité de leurs utopies. Des réformes « structurelles » ne produiront aucun miracle : ce n'est qu'un verbiage destiné à masquer l'annexion de tous les grands secteurs économiques par les syndicats et les partis. Cette curée qui n'est qu'un des stades du passage au collectivisme, n'apportera aucun remède, elle ne sera que le commencement de l'incohérence, de la débâcle et de la ruine. En réalité, c'est une vue claire des conditions de fonctionnement de l'Etat qui nous manque depuis trente ans. Nous avons tout bâti sur des idées fausses et des priorités contre-nature. Nous n'avons pas vu, ou plutôt nous avons refusé de voir, que la justification de tout Etat est la protection de l'indépendance nationale et que, dans un Etat moderne, cette protection doit être assurée dans trois domaines également essentiels, celui du territoire et des institutions, celui de l'idéologie, celui de l'économie. Dans le monde moderne, cette protection ne peut être totale dans aucun de ces trois domaines, mais elle doit être suffisante dans chacun d'entre eux. Une nation n'est pas protégée si son territoire seul est protégé, et si, dans le même temps, les esprits et les âmes de ses citoyens sont un terrain vague sur lequel chacun peut semer et récolter et dont les propriétaires abusifs peuvent se faire une arme toute-puissante, ou si, dans le même temps, son économie se trouve à la merci de partenaires étrangers qui ont sur nous un moyen de pression imparable. Toute idée de l'Etat ou de la communauté européenne qui ne tient pas compte de cette définition moderne de l'indépendance est une conception bâtarde : elle ne peut aboutir qu'à des Etats faibles qui seront ébranlés et détruits quand les moments difficiles viendront. C'est parce qu'il est difficile aux nations

européennes de réaliser cette définition moderne de l'indépendance que nous sommes partisans d'une communauté européenne qui réunit ou peut réunir les conditions d'une indépendance véritable.

Que le capitalisme soit économiquement viable dans un Etat moderne, ce n'est pas douteux, à condition toutefois que certains préalables politiques soient réalisés. Qu'en l'absence de ces préalables politiques, le capitalisme français ait obtenu, avant la crise de l'énergie, des résultats économiques remarquables, il serait injuste de ne pas la reconnaître. Que, malgré cette crise, la gestion capitaliste française ait maintenu notre pays parmi ceux qui résistent le moins mal aux distorsions économiques, il faut le porter également au crédit de nos industriels, de nos techniciens, et même, pour ne pas être de mauvaise foi, de gouvernements qui ont lutté, avec des appareils très imparfaits, en réussissant à éviter la catastrophe. Mais la montée inexorable du chômage est l'indicateur qui nous enseigne que la mécanique est à bout de souffle. Les subterfuges de routine ne suffisent plus. Les savants économistes qui n'ont su ni prévoir la crise de l'énergie, ni la limiter, ni la diriger se sont révélés pour ce qu'ils sont, des médecins de campagne dont les emplâtres n'ont d'effet que sur les entorses. Leurs doctrines se sont écroulées l'une après l'autre, et, à présent, ils jettent leur chapeau pointu aux orties. Leur défilé ressemble beaucoup à celui des médecins de Molière : ils ont leur clystère sous le bras, ils baragouinent comme eux dans leur latin anglo-saxon, puis ils disparaissent dans les coulisses après avoir fait leur petit pas de danse. C'est qu'ils ont cherché la quadrature du cercle en essayant de construire un édifice économique solide sur des fondations faibles de l'Etat. Si nous pouvons avoir confiance en Raymond Barre, c'est parce qu'il semble avoir du caractère et du bon sens, qui sont les véritables qualités de l'homme d'Etat et non, comme on l'a dit assez naïvement, parce qu'il est le meilleur économiste français, c'est-à-dire celui qui porte la bannière dans une procession de charlatans.

Il est temps que les professeurs d'économie se taisent, ceux de gauche comme ceux de droite, ceux des Etats-Unis

comme nos propres « experts », sans parler des savants disciples de Marx qui ont obtenu en URSS les brillants résultats que chacun peut constater. Même dans le domaine de l'économie, il y a un « politique d'abord », qui commande toute l'économie. Il serait temps de s'en apercevoir et de redonner au bon sens la petite place qu'il revendique modestement.

*
**

Ces réflexions préalables n'étaient pas inutiles, car tout socialisme, qu'il soit « fasciste » ou « réformiste » trouvera inéluctablement devant lui les mêmes chiffres et les mêmes impasses. Tous les plans du monde et toutes les réformes « structurelles » possibles ne feront pas jaillir du pétrole en Beauce, ni découvrir du cuivre en Normandie. Le socialisme ne peut être radical et révolutionnaire que lorsqu'il exige la collectivisation de tous les moyens de production, c'est-à-dire lorsqu'il propose le collectivisme tel qu'il existe en URSS : il est alors « révolutionnaire » parce qu'il a pour programme la disparition du principe de la « propriété » sur lequel reposent les sociétés de type occidental. Tout socialisme qui se borne à limiter ou restreindre le principe de propriété, sans le supprimer intégralement est un socialisme réformiste. Le « socialisme fasciste » ne peut donc être qu'un socialisme réformiste tout comme celui du Parti Socialiste de François Mitterrand. Mais les solutions qu'il préconiseront profondément différentes parce que le Parti Socialiste prétend trouver des solutions en conservant le système libre-échangiste inséparable de la communauté libérale et du libéralisme politique, tandis que le socialisme fasciste proclame la priorité de l'intérêt national et pose des limites à la liberté aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique.

Le socialisme réformiste du Programme Commun ne peut rien changer au fonctionnement fondamental de l'économie. Le changement des gestionnaires, la tutelle des organisations syndicales sur le fonctionnement des entreprises ne feront qu'alourdir et paralyser les mécanismes de l'économie par un bureaucratisme tâtilon. Cela ne changera rien au problème essentiel : il faudra toujours exporter pour

pouvoir importer. Et comme nos prix de revient seront aggravés par les augmentations de salaires et les autres exigences syndicales, un gouvernement socialiste n'aura pas d'autre moyen de s'en sortir qu'une dévaluation drastique de la monnaie pour rendre nos produits concurrentiels ou une formidable augmentation de la pression fiscale sur les classes moyennes pour faire payer par l'impôt les subventions qui permettront aux entreprises nationalisées de travailler à perte pour pouvoir vendre à l'étranger : et probablement les deux à la fois. Quelle que soit l'ingéniosité de ses théoriciens, le socialisme du Programme Commun ne peut donc aboutir qu'à l'écrasement et à la ruine de tous ceux qui ne seront pas les salariés des organisations étatiques et à une augmentation fallacieuse et purement nominale des revenus de ces salariés eux-mêmes : c'est-à-dire à une paupérisation générale entretenue par une inflation permanente et par les incohérences de gestion inséparables de la prépotence bureaucratique. L'exemple de l'Angleterre et celui de l'Italie peuvent nous donner une idée de la situation des Français après deux ans de ce régime.

Le socialisme fasciste a pour principe, au contraire, d'agir de manière autoritaire sur le complexe exportation - importation ainsi que sur le gaspillage invisible, c'est-à-dire la mauvaise utilisation de nos ressources. Selon l'économie fasciste, les secteurs à faire passer sous le contrôle de l'Etat ne sont pas tel ou tel ensemble de la production ni tel ou tel circuit du crédit, mais les sources d'hémorragie qui permettent l'extorsion fructueuse du revenu national. Deux secteurs, en particulier, devraient passer sous le contrôle de l'Etat, soit par nationalisation, soit par quelque procédé plus radical encore en en faisant par exemple des « agences » du Trésor analogues à l'administration des Domaines ou à la Caisse des Dépôts et Consignations : c'est la publicité de l'import-export, deux activités dont le contrôle est aussi nécessaire à un Etat moderne que celles de la gendarmerie ou des douanes.

La publicité (1) est l'une des principales causes de l'hys-

(1) Au moment où nous donnons le bon à tirer de cet article, **Le Matin de Paris**, quotidien de la gauche, publie une interview de Gaston Defferre exprimant sur la publicité des opinions qui ont quelques points communs avec les idées que nous exprimons ici.

térie qui empoisonne et désorganise les sociétés économiquement « avancées ». Elle crée et entretient un paroxysme de désir, elle mobilise les imaginations, elle les dirige vers des achats superfétatoires qui ne profitent qu'aux grands trusts capitalistes disposant de capitaux illimités : elle est, par conséquent, un outil du monopolisme économique qui profite en de nombreux cas à des entreprises étrangères ou à des entreprises contrôlées par des capitalistes étrangers. Elle est une forme moderne de l'extorsion de fonds par pression psychologique qui échappe à la sanction des lois. Quand elle s'exerce au profit de firmes étrangères ou contrôlées par des capitaux étrangers, elle est un mode industriel du pillage.

Tout le secteur de la publicité devrait donc être pris en main par l'Etat, sans indemnisation ou rachat puisqu'il s'agit d'une escroquerie, et transformée en une « agence » qui aurait le monopole de toute forme de publicité, en percevrait au profit de l'Etat les redevances et impositions, qui interdirait rigoureusement sur le territoire français toute publicité pour des articles de fabrication étrangère ou financés par des capitalistes étrangers, et qui établirait un code de la publicité protégeant les consommateurs, permettant aux firmes nouvelles de faire connaître leurs produits, aux firmes anciennes de maintenir une certaine présence sur le marché et édictant des règles raisonnables ayant pour objet d'informer le public sans le solliciter et l'énerver par l'exposition lancinante et provocatrice des objets inutiles qu'il ne possède pas, qu'il devrait posséder, qu'il est intolérable qu'il ne puisse pas posséder, et qu'il lui est permis toutefois d'acquiescer en s'endettant ou en se plaignant bien haut de son insupportable misère.

Je ne doute pas qu'on ne puisse faire baisser sensiblement le chiffre de nos importations en « cassant » cette fureur démente qui précipite des millions de niais vers des achats qui ne contribuent ni à leur confort ni à leur bonheur, et qui n'ont pour effet que de vider leur porte-monnaie qui est également le nôtre.

Le contrôle du commerce de l'import-export n'est pas moins nécessaire et il a les mêmes objectifs. L'analyse qualitative de nos importations montrerait facilement que nous gaspillons une partie de nos devises en achats parfaitement

inutiles et même souvent nuisibles qui ne servent qu'à remplir les poches des importateurs. Que des gangsters bien renseignés aient pu extorquer un milliard à un certain M. Théodoroff qui contrôlait l'importation en France d'automobiles suédoises dont les Français n'ont aucun besoin est un exemple, à lui seul, assez édifiant. Que si certains de ces achats sont nécessaires pour nous permettre de vendre à l'étranger nos propres produits, c'est à l'Etat seul d'en décider — et éventuellement d'en profiter. Le système anarchique des licences d'importation permet tous les abus et toutes les manœuvres. Devant les problèmes dramatiques d'importation auxquels nous ne pouvons pas nous soustraire (je le répète : 81 % de notre énergie, 55 % de nos matières premières), la discipline des importations est indispensable. Le principe du *troc*, qui a fait ses preuves sous la direction énergique du Dr Schacht entre 1932 et 1939, marque la ligne de défense des économies un état d'infériorité. Sauf des circonstances exceptionnelles se rapportant aux besoins incompressibles de notre économie, les échanges avec un pays étranger devraient être *verrouillés* pour l'année en cours à partir du moment où le total de ce que nous lui achetons dépasse le total de ce que nous lui vendons. Ce principe fondamental relevant de l'état d'urgence économique devrait avoir priorité sur tous les accords et traités internationaux et en suspendre provisoirement l'exécution.

Cette gérance de l'import-export sera beaucoup plus délicate que celle de la publicité, car on ne s'improvise pas spécialiste en ces matières. Une phase d'entente et de collaboration avec les firmes existantes, la participation de l'Etat à leur capital pour en assurer le contrôle, la formation d'un corps de techniciens analogue aux polyvalents du Trésor seront probablement nécessaires pour assurer le réglage de nos importations. Mais ce réglage est indispensable, car seule la maîtrise du rapport importation - exportation peut permettre une politique sociale, des augmentations de salaires ou des avantages qui ne soient pas fictifs, enfin tout ce qu'on peut faire avec une monnaie stable et des dépenses limitées aux besoins essentiels.

Ces brèves indications ne décrivent qu'une direction

qui suppose autorité, contrôle et emploi rationnel des ressources. Il y a bien sûr, d'autres exigences de la justice sociale, celle qui impose des recherches rigoureuses et des confiscations sur toutes les fortunes sans cause dont l'existence est un scandale, celle qui devrait provoquer une surveillance et une réforme des circuits de distribution, dont les manipulateurs sont responsables pour une bonne part de la hausse des prix des produits alimentaires. Et il y a aussi d'autres sources d'hémorragie auxquelles il faut mettre un garrot, hémorragies de revenus ou hémorragies d'autorité : c'est la même chose, elles sont les unes et les autres cause de ruine. Leur liste est longue et nous abrègerons ce catalogue.

Il comprend d'abord le maquis des subventions, dont les unes sont des prébendes inutiles et les autres des dons généreux de l'Etat à des organismes dont toute l'activité a pour objet la subversion de l'Etat. Ces subventions sont noyées dans un budget illisible dont aucun représentant des électeurs ou des partis n'a jamais eu l'idée de demander une présentation claire et publique aux contribuables. Il comprend ensuite les articles aberrants de notre politique dite « sociale », qui est, pour une bonne part, une source d'abus et d'escroquerie joyeusement réalisées aux dépens des naïfs qui paient. Nous avons déjà dit ici que le poids excessif du budget social, qui est un budget dans le budget, était à l'origine de la fuite devant l'embauche et un facteur de chômage. Il est aussi la cause de nos difficultés à maintenir nos prix à l'exportation : au lieu de retourner aux industriels sous forme d'aide à l'exportation ce qu'il leur prend au titre de la Sécurité Sociale, un Etat réaliste devrait demander l'alignement des budgets sociaux dans le Marché Commun ou des compensations non pas illusoire mais réelles pour les pays qui sont grevés de charges excessives dont ils ne peuvent se débarrasser que progressivement.

Enfin, une troisième série d'économies devraient être obtenues en mettant fin à l'anarchie et au sabotage produits par le grouillement cancérigène de l'agitation sociale. La représentation syndicale est un élément essentiel du socialisme fasciste. Mais elle ne doit pas aboutir à une hémorragie de

l'autorité. Le syndicalisme de gauche a pour principe la lutte des classes, et il a pour objet de supplanter l'autorité patronale dans l'entreprise par l'autorité syndicale, en donnant au syndicat le monopole de l'embauche, la définition et la surveillance des postes de travail, leur création ou leur suppression, la fixation des salaires, etc., c'est-à-dire toute la direction de l'entreprise. Le socialisme fasciste est absolument opposé à cette politique d'expropriation et de combat. Il veut donner aux syndicats un rôle national et législatif et faire d'eux la représentation loyale de tous ceux qui, à quelque rang qu'ils soient, ont la responsabilité de la production. Le rôle des syndicats n'est pas de détruire l'autorité, ni de créer un Etat industriel dans l'Etat politique, tel que l'était l'Etat SS à la fin du régime hitlérien : il est de rechercher et de maintenir un équilibre juste entre tous ceux qui participent à la production et par conséquent de contenir l'hémorragie d'autorité au lieu de la favoriser.

Ces tâches de réparation de l'économie libérale délabrée sont quelques unes de celles que peut entreprendre un régime autoritaire, mais qui sont irréalisables dans un régime soumis aux pressions et aux tiraillements des partis. Ces réflexions préliminaires définissent, à la vérité, une économie fasciste plutôt qu'un socialisme fasciste. Mais si l'on prétend garder les cadres et les avantages d'un régime capitaliste, le socialisme fasciste ne peut être autre chose qu'une discipline imposée par l'Etat au nom de l'intérêt national à la divagation mercantile du capitalisme incontrôlé. Le socialisme fasciste n'est pas *structurel*, car une réforme des structures ne peut que superposer une bureaucratie à ce qui existe déjà sans en charger véritablement le caractère. Au contraire, le socialisme fasciste suppose une autorité ferme devant laquelle les intérêts particuliers devront plier et dont l'objectif sera à la fois une économie saine et une profonde réforme morale. C'est seulement cette remise à neuf de l'organisme social tout entier qui permettra une indépendance nationale réelle, une participation réelle aux décisions économiques qui conditionnent la vie de chaque jour, et finalement une justice réelle, et non illusoire, dans la répartition des biens.

Maurice BARDECHE.

Sur la politique de "collaboration"

Un livre paru récemment sur la « collaboration » est le sujet de cet article. Je n'en citerai pas l'auteur que je regarde comme un personnage assez méprisable. Le livre lui-même ne vaut pas davantage d'être pris en considération, mais ce qui est un sujet de réflexion, c'est que, à quarante ans de distance, le temps qui sépare les derniers ministres de Charles X des premiers ministres de la III^{ème} République, malgré des rectifications et des témoignages innombrables, les mêmes falsifications et les mêmes préjugés reparaisent, non pas sous la plume d'un vieux radoteur, mais sous la signature d'un homme qui n'a pas trente-cinq ans. Cette surdité est un des caractères de notre temps. Elle nous enseigne que le fanatisme, la haine, le conformisme idéologique sont des poisons de longue durée qui agissent encore dans notre organisme social. Elle nous annonce le danger qui nous menace demain : celui d'une pensée unicolore obligatoire, se faisant entendre seule, analogue avec des degrés adoucis du terrorisme et de la contrainte à l'alignement sur ces credos obligatoires que les pensionnaires des régimes communistes sont obligés de réciter. Toujours le degré zéro du communisme dont nous pouvons nous demander s'il est bien aussi différent du communisme que nous le dit M. François Mitterrand.

Pour ceux qui n'ont pas vécu les années de l'Occupation et qui ne s'en font qu'une idée très confuse, fatalement déformée par la propagande dont ils sont les inconscientes victimes, rappelons ici encore une fois quelques-unes des vérités premières sans lesquelles on ne peut rien comprendre à ce qui s'est passé pendant cette période. Je n'en parle ici que comme témoin : je n'ai appartenu à cette époque à aucun parti, je n'ai collaboré à aucun journal, j'ai seulement connu des hommes qui avaient accepté par idéalisme de courir le risque de soutenir leurs idées en un temps où la lâcheté ou simplement la prudence conseillaient de se taire.

Les faits que je vais énumérer ne ressortent donc pas des documents et des chiffres qu'il est trop facile de fabriquer ou de truquer pour les besoins de la cause : ils sont des

faits de conscience rapportés par un témoin. On peut toujours les récuser, bien entendu : comme toute déposition.

J'exprime ici ces indications comme elles viennent à mon souvenir : ce n'est qu'un aide-mémoire, utile à ceux qui veulent comprendre cette période sans parti-pris. Car je ne prétends pas donner raison à ceux qui ont choisi la réconciliation contre ceux qui ont choisi la persistance de la haine : je voudrais seulement faire comprendre leur choix, car on ne peut juger cette période sans se donner la peine de reconstituer la psychologie de ceux qui en ont été les acteurs.

Il convient premièrement de noter qu'il y avait en France en 1939 un parti de la guerre animé par les politiciens, les journalistes et les personnalités qui étaient les agents de la puissance juive en France. Ce parti disposait d'appuis très importants en Angleterre, en Pologne et aux Etats-Unis. Il y eut à ce moment une lutte d'influence violente pour essayer de maintenir la paix, combat dans lequel se retrouvèrent côte à côte des hommes d'opinions et de formations très différentes. Le chancelier Hitler ne sut pas déjouer la provocation et le parti de la guerre réussit à obtenir des gouvernements français et anglais une déclaration de guerre *automatique* qui fut en particulier imposée au peuple français sans consultation et approbation des Chambres. Ce parti de la guerre fit repousser d'abord la médiation offerte par Mussolini, ensuite les offres d'arrangement proposées par Hitler pendant les six mois pendant lesquels celui-ci se refusa à faire des opérations militaires contre l'armée française. La colère d'une grande partie des Français contre le subterfuge criminel qui les avait précipités malgré eux dans la guerre fut certainement un des éléments importants de la psychologie de ceux qui acceptèrent la politique de réconciliation franco-allemande pendant les années qui suivirent. On ne peut rien comprendre aux événements de l'Occupation si l'on ne retient pas d'abord ce sentiment.

Après la défaite totale de 1940, les pouvoirs du gouvernement démissionnaire furent transmis au maréchal Pétain par un vote régulier acquis à une énorme majorité. Les clauses de l'armistice furent jugées en général relativement

supportables pour la France, puisqu'une partie du territoire demeurait libre et que l'empire français restait intact. Il est évident que cet armistice donnait aux Allemands des moyens de pression. Mais quelle alternative y avait-il ? Quelques uns, les hommes du parti de la guerre surtout, auraient préféré une capitulation. C'était mettre la France pieds et poings liés au pouvoir d'un *gauleiter* et l'exposer à l'esclavage et à l'extermination. Tous les Français raisonnables ont accepté l'armistice comme la solution la moins mauvaise dans la situation désespérée où nous étions.

La politique de réconciliation dont le principe avait été décidé à l'entrevue de Montoire entre Hitler et le maréchal Pétain fut accueillie sans protestations. Ceux qui critiquent cette politique oublient qu'un armistice est essentiellement une situation temporaire et révocable. S'il se prolonge, il faut déterminer pour cette situation anormale un *modus vivendi*. Un refus de ce *modus vivendi* ne pouvait avoir pour aboutissement que la dénonciation de l'armistice avec toutes les conséquences que cela comportait. Montoire était nécessairement compris dans l'armistice si celui-ci devenait un état de fait durable. C'est ce que sentit très bien le pays. L'entrevue de Montoire ne fut pas accueillie avec indignation. Après Montoire comme avant, le maréchal Pétain garda la confiance et l'affection des Français qui voyaient en lui l'homme le mieux placé pour obtenir le retour d'une partie des deux millions de prisonniers retenus en Allemagne et pour sauvegarder les intérêts essentiels du pays pendant une période tragique.

Mais la politique de réconciliation acceptée par le maréchal pouvait être et fut l'objet de deux interprétations différentes. Pour les uns, elle devait être loyale et entière : on ne pouvait pas imaginer que les Allemands allaient nous rendre une partie des deux millions d'hommes valides qui étaient leur gage sans être assurés que ceux-ci ne seraient pas utilisés contre eux. En outre, dans une Europe toute entière fasciste et apparemment inexpugnable, l'intérêt de la France était de constater la démonétisation du régime démocratique et de s'inspirer pour son gouvernement du nouvel ordre social et politique auquel s'étaient ralliés tous les Etats

européens. Cette interprétation donnait un avenir à la politique de réconciliation, elle en faisait une politique de renouvellement. Au contraire, dans l'entourage vichyssois du maréchal, on prétendait s'en tenir strictement aux clauses de l'armistice et mener une politique de double jeu, feignant l'entente avec les autorités allemandes et favorisant en réalité les desseins anglais et américain. C'était une politique en apparence réaliste, en réalité égoïste et dangereuse, qui contenait pour l'avenir de graves malentendus. Ce clivage eut des conséquences psychologiques très importantes et amena une sourde hostilité entre Paris et Vichy.

La politique définie à Montoire n'en était pas moins la politique officielle du gouvernement français. La France en tirait d'importants avantages. Nous savions qu'en échange le gouvernement allemand avait des exigences et exerçait des pressions. Cette situation bâtarde aigrit peu à peu l'opinion qui rendait les Allemands responsables des restrictions et de la pénurie, alors que celles-ci avaient pour origine à la fois l'autarcie à laquelle la France se trouvait contrainte sans y avoir été préparée et les réquisitions par lesquelles les Allemands l'aggravaient. Néanmoins le pays était conscient des efforts faits par le gouvernement qui permettaient aux Français de mener une vie supportable malgré des difficultés de toutes sortes. Le mouvement gaulliste était inexistant, le pays était calme, la conduite des troupes d'occupation était certainement beaucoup plus correcte que n'avait été la conduite de nos propres troupes en territoire allemand après notre victoire en 1918. L'opposition venait principalement de ceux qui voyaient avec mauvaise humeur le règne de politiciens réactionnaires auxquels le gouvernement de Vichy avait laissé trop d'initiative. Le *modus vivendi* instauré à Montoire ne provoquait pas l'enthousiasme, mais finalement il était accepté par l'ensemble du pays qui ne voyait pas d'autre solution puisque la victoire allemande paraissait irréversible.

Cette stabilité dura jusqu'à l'offensive d'Hitler contre l'U. R. S. S. Alors le paysage politique changea complètement. Devant l'invasion de la « patrie soviétique », qui était « leur » patrie, les communistes se mobilisèrent. Ils avaient

supporté patiemment jusqu'alors le *modus vivendi* de Montoire, ils avaient même demandé à faire réparaître *l'Humanité* à Paris, solution logique puisque l'U. R. S. S. et l'Allemagne semblaient s'être partagé paisiblement des zones d'influence en Europe. La guerre germano-russe en fit du jour au lendemain une armée sans uniforme combattant sur les arrières du front allemand. La tactique qu'ils choisirent fut la provocation par des attentats et des assassinats. Ils escomptaient, calcul malheureusement juste, que les Allemands perdraient leur sang-froid et répliqueraient par des représailles implacables qui entraîneraient d'autres attentats, situation qui alimenterait une haine et un désir de vengeance nécessaires à la guerre subversive. Ils se donnèrent donc pour mission de saboter la politique française de patience et de louvoisement et de rendre impossible toute entente dans l'avenir.

Cette tactique était d'autant plus dangereuse que la victoire allemande à l'est avait changé la signification du *modus vivendi* de Montoire. Il ne s'agissait plus seulement d'obtenir des concessions et de survivre, mais de préparer l'avenir et d'obtenir une place pour la France dans cette Europe nouvelle que créait une armée victorieuse dont aucune force ne semblait pouvoir arrêter l'élan. L'équilibre qui s'était maintenu entre l'estimation parisienne de la situation et l'estimation vichyssoise se trouvait rompu en faveur de Paris. Devant la victoire totale de l'Allemagne, il n'y avait plus de place pour une France vivant sur des principes dépassés, dans un régime archaïque, ratiocinant et ergotant sur la convention d'armistice. Cette France chagrine et rabougrie risquait de payer très cher au traité de paix cette stérile mauvaise volonté. Il était clair que la France ne pouvait espérer des conditions acceptables au traité de paix que si elle apparaissait comme un partenaire sûr et indispensable dans un espace européen de dimensions tout à fait nouvelles. Les sabotages communistes étaient d'autant plus criminels qu'ils imposaient des souffrances inutiles à la population française puisque la guerre subversive ne pouvait rien changer à la décision finale, mais aussi parce qu'ils retiraient au gouvernement français toutes les chances de réparer sa défaite à la table des négociations.

Il ne faut pas s'étonner si une grande partie de la population — beaucoup plus grande qu'on ne le dit — a approuvé les mesures prises contre cette armée du sabotage. C'était la reprise avec d'autres mots et d'autres idées de la bataille désespérée qui avait été livrée pour la paix à la veille de la déclaration de guerre. Le but des communistes était de rejeter la France dans cette guerre dont la défaite l'avait mise à l'écart en lui faisant prendre les armes sous une forme différente. Cette tentative ne visait pas à autre chose qu'à la création d'un second front, du reste inefficace. La politique de Montoire vue sous ce nouvel aspect n'était plus seulement un *modus vivendi*, elle était une politique de paix s'opposant à une perspective de reprise des hostilités.

On peut trouver assurément toutes sortes de raisons pour condamner ce choix politique. Encore faut-il en comprendre les motifs. On a une vision tout à fait faussée de la psychologie de ceux qui ont voulu la réconciliation avec l'Allemagne si l'on ne se représente pas leur état d'esprit, même en le condamnant. On ne parvient pas alors à imaginer comment des milliers d'hommes désintéressés, patriotes, idéalistes, ont pu risquer leur avenir et souvent leur vie sur ce choix : il leur parut alors non seulement le meilleur, mais le seul possible.

Bien sûr, il y eut une *lie* de la collaboration : aventuriers politiques, fanatiques, truands, margoulines ou simplement débrouillards pour lesquels le drame national ne fut qu'une occasion de faire une pêche fructueuse en eaux troubles. Ils furent aidés, il faut le reconnaître, par les spécialistes de certains services allemands qui y trouvaient eux aussi leur compte, soit pour se remplir les poches, soit pour faire leur métier de policiers, et même par d'autres Allemands, fort éloignés de ces préoccupations, mais qui considéraient que la politique de Montoire était une erreur d'Hitler qui profitait surtout aux Français et qui n'étaient pas fâchés de pouvoir prouver qu'elle avait échoué.

L'erreur de l'historien est alors de répéter l'erreur commise par les tribunaux de 1945 en se servant de ces poubelles de la collaboration pour salir ceux qui ont cru servir leur pays en acceptant les risques de cette politique. La politi-

que de réconciliation avec l'Allemagne, dans la perspective d'un certain ordre européen pour l'avenir, n'était pas différente en somme de celle qui a été offerte à l'Allemagne après la défaite et sur laquelle repose toute construction future de l'Europe. Seuls, le type de régime et l'inspiration politique étaient différents. C'est assez dire que la condamnation qu'on prononce aujourd'hui contre les perspectives de la politique dite « de collaboration » est exclusivement philosophique : on loue aujourd'hui une entente qui est bonne si elle a pour base le triomphe du libéralisme ploutocratique, on la condamne quand elle a une autre base politique.

Cette seconde phase dura jusqu'à la défaite allemande devant Stalingrad. Alors, une troisième fois, l'attitude qu'on pouvait avoir devant les Allemands eut une signification nouvelle. La perspective d'une défaite allemande aurait dû faire disparaître toutes les raisons qu'on pouvait avoir pour une politique franco-allemande. Or ces raisons furent remplacées par d'autres tout aussi impérieuses et encore plus urgentes. L'Allemagne victorieuse était un vainqueur hégémonique auquel il fallait s'habituer. L'Allemagne en danger revenait un rempart contre l'invasion soviétique de l'Europe, le seul qui existât. Alors la politique de réconciliation, utile pour le présent, nécessaire pour l'avenir, fit place à une politique de *collaboration*, car le danger bolchévique nous concernait tous et l'armée allemande devenait le rempart de toute l'Europe contre le danger bolchévique. C'est ce que Pierre Laval résuma si bien dans sa phrase célèbre : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchévisme s'installerait partout. » Et aujourd'hui, alors que nous savons la vérité sur Staline et le stalinisme, cette position ne peut paraître ni absurde ni criminelle. L'avenir de l'Europe, la survie de l'Europe, *notre* survie, se jouaient dans les plaines russes. Pour tous ceux qui refusaient l'esclavage et le mort de la civilisation en Europe, la collaboration avec l'Allemagne était une sorte de chaîne que faisaient entre eux tous les peuples contre l'incendie. Elle est encore la politique que nous faisons aujourd'hui. Comment ceux qui regardent le partage de Yalta et la capitulation de l'Allemagne comme des événements dramatiques qui commandent toute la destinée de l'Europe au vingtième siècle ne voient-

ils pas qu'ils donnent *a posteriori* une sorte de justification à ceux qui avaient perçu avant eux ce danger ? Ce qui est une politique de défense saine pour les démocraties devient-il une politique condamnable quand elle est pratiquée par des régimes qui ne sont pas « démocratiques » ?

C'est pendant cette dernière phase que les partisans de la collaboration eurent à montrer le plus de courage moral. Ce fut, à mon avis du moins, la période la plus méritoire de leur engagement. Ils avaient contre eux la majorité de la population, qui, à partir de cette date, vécut dans l'espoir de la victoire américaine, dans laquelle elle voyait surtout la fin des restrictions et le retour à la vie facile. Ils risquaient leur vie, car les maquis s'étaient organisés, ils étaient ravitaillés en armes par l'aviation anglaise et les attentats se multipliaient sans qu'on puisse protéger personne. Ils avaient contre eux le gouvernement de Vichy qui ne voulait pas se laisser entraîner dans une aventure militaire au côté de l'Allemagne. Et ils avaient contre eux, ce qui était pire encore, ces terribles représailles allemandes, ces mesures de police rigoureuses, rendues inévitables par la guerre subversive, qui nourrissait une haine aveugle englobant dans la même exécration l'armée allemande et ceux qui souhaitaient la victoire de l'Allemagne. Devenus pour ainsi dire étrangers parmi leur peuple, mais éclairés par une vision de l'avenir qui leur faisait apercevoir les lendemains tragiques de l'écrasement de l'Allemagne, ils restaient fermes dans leur conviction que la défense du territoire français n'était plus sur le Rhin, mais sur la ligne avancée de la Vistule : ce qui est, après tout, la doctrine actuelle de notre état-major. Dans ce drame dont l'Europe toute entière était l'enjeu, ils étaient seulement en avance de vingt ans. On peut leur reprocher de s'être trompés sur l'état des forces, de n'avoir pas cru à la variante militaire du débarquement qui changeait les données de la stratégie européenne. Mais peut-on se refuser à comprendre ce qu'il y avait de généreux dans la décision de ces hommes qui, loin de courir après la victoire, demandaient à prendre leur place dans un combat difficile et douteux dont allaient dépendre, du moins le croyaient-ils, l'intégrité de leur propre territoire et l'avenir de leur nation ? Quelle Eu-

rope prétendons-nous faire si ce souvenir ne fait pas partie de son passé ?

Il me reste à ajouter une chose. Elle est utile pour les jeunes gens qui n'ont pas le temps de lire et qui sont exposés à croire aux fables et aux contes de nourrices qu'on leur raconte depuis trente ans. Aucun de ceux qui ont rêvé en ce temps-là de la grande politique franco-allemande qui est l'avenir véritable de l'Europe n'avait jamais entendu parler de ce qui se passait dans les camps de concentration. Tout le monde croyait que c'étaient des espèces de prisons en plein air. On n'était pas trop indigné que les Allemands y envoient pour quelque temps les Juifs et les communistes qui fournissaient les principales recrues de l'armée illégale qui agissait sur les arrières de leur front. Les « atrocités » allemandes ne furent découvertes qu'à partir du mois d'avril 1945. Elles ont été exploitées et fortement exagérées pour faire contre-poids aux effroyables massacres de populations civiles de la R. A. F. et de l'aviation américaine. On sait aujourd'hui que les camps de concentration et d'extermination du régime soviétique étaient bien pires que les camps allemands et ont fait infiniment plus de victimes. Mais la propagande sur les camps allemands sert à faire passer les partisans de la politique de collaboration pour des complices de tortionnaires.

Que les intentions et le caractère des hommes qui ont pris cette position politique soient encore après quarante ans non seulement méconnus mais présentés sous une forme caricaturale et odieuse, c'est un fait qui doit faire réfléchir sur l'état réel des régimes sous lesquels nous vivons. Cette sclérose due à la propagande, cette impossibilité de s'en affranchir, cette volonté même de ne pas chercher à s'en affranchir et au contraire de s'aligner sur elle, c'est un état d'esprit tout à fait analogue à celui qui a cours en U. R. S. S. et dont nous feignons de nous indigner. Nos cadets de la haine ressemblent beaucoup en cela aux académiciens soviétiques. Ils écrivent chez nous l'histoire de l'Occupation, comme on écrit là-bas la biographie de Toukatchewski.

M. B.

LA JUSTICE EN MUTATION :

LES CRIMES D'ETAT DEPUIS 1945 (1)

II

Le crime " glorieux "

Tous les exemples que nous venons de produire ne font qu'illustrer une seule moitié des agissements criminels, auxquels on se livre — bon gré, mal gré — dans l'intérêt présumé de l'Etat. Cette moitié étant celle des forfaits commis dans la plus entière et franche illégalité. Les voilà donc reniés par leurs propres commanditaires et dissimulés à l'opinion publique dans la mesure du possible, comme manifestement « honteux ».

Tout autrement se présente la seconde et plus grande moitié des crimes de droit politique. Ceux qu'on accomplit en quelque sorte « légalement », c'est-à-dire ouvertement et pour la plus grande gloire de leurs auteurs. Parmi eux, les uns en violation des lois et coutumes de guerre, les autres inspirés par les besoins de politique intérieure. A l'examen des premiers il faudrait, de toute évidence, consacrer une étude particulière. Seuls, par conséquent, les seconds feront l'objet du présent essai ; de même que nous l'avons fait au précédent chapitre pour les crimes inavouables et à camoufler.

Constatons tout d'abord, pour ce qui est des « forfaits légaux », qu'il est bien embarrassant de choisir un exemple plus convaincant qu'un autre. Car tous, ils traduisent une pratique constante, généralisée et — osons le dire — normale... En partant de cette pétition de principe que tout crime, commandé par une nécessité politique, se transforme *ipso facto* en acte d'héroïsme, sujet de fierté, service rendu

(1) Voir notre N° précédent.

et à récompenser. Ce que l'on considérait hier comme la plus ignoble des bassesses peut devenir de nos jours vertu civique, bonne œuvre, modèle de noblesse.

Cependant, jusqu'à l'ultime sursaut de notre civilisation, ses derniers défenseurs ne cesseront de croire que ce sont les moyens qui justifient la fin... Et non l'inverse. Aussi ne peuvent-ils admettre, comme autant de bienfaits, tous ces crimes pour « raison d'Etat », qui sont préconisés et perpétrés avec une duplicité, absolument inconcevable encore au début de ce XXème siècle. A moins de se remémorer celle des Empereurs déifiés de la Rome esclavagiste.

Tant que la décomposition de notre Société n'est pas encore vraiment achevée, les adversaires d'un pareil retour de 15 centaines en arrière ne cesseront de témoigner en faveur d'une Justice immanente, quelles que soient ses éclipses passagères. Ne la sacrifiait-on pas déjà dans le passé chez les peuples ayant succombé aux séductions de l'Etatisme ? Et ne renaissait-elle pas inmanquablement avec l'apparition de communautés nouvelles, substituant aux contraintes policières des disciplines contractuelles ?... C'est pourquoi les derniers fidèles du Droit au service de la Morale ne renoncent pas à assimiler à une action criminelle toutes ces sentences d'enlèvements, de tortures, d'emprisonnement ou de mort qui sont arrêtées, non point par des Tribunaux indépendants, mais par des Juridictions d'exception, instaurées ou supprimées par le Pouvoir politique.

Pour illustrer la « criminalité légale » en URSS, il suffirait d'évoquer les décrets de Lénine, d'abord, et de Staline, ensuite, conférant à la Police politique secrète toutes les attributions judiciaires, avec droit de préemption sur n'importe quelle autre juridiction.

L'exercice de ce genre de justice, joint à celui des Tribunaux civils et militaires, entraîna, à la date du 5 mars 1953, la condamnation à mort et l'exécution de plus de 10 millions de sans-parti, selon les évaluations les plus prudentes (44). Et de plus de 1 million de communistes, dont 798.072 rien que pour la période de 1933 à 1937 (45).

Une seule fois la presse soviétique publia un bilan de ce :

genre d'activité. Cela fut fait à l'occasion du 5ème anniversaire de la Tchéka-Guépéou. D'après cette unique révélation officielle, de 1918 à 1923, donc sous le règne de Lénine, on procéda à l'exécution de près de 5 millions de condamnés à mort, dont 3.450.000 sur arrêts administratifs de la Police secrète (46).

Aux chiffres de 10 et 1 millions il faut ajouter la quantité impossible à calculer d'exécutions de détenus dans les camps de concentration par mesure disciplinaire.

Rien que de 1929 à 1932 inclus, selon le rapport de Molotov au VIIIème Congrès Pan-URSS de 1939, la répression durant ces seules 4 années se solda par la mise à mort de 5.469.000 paysans, réfractaires à la collectivisation (47). Il est évident qu'en dehors des fusillés par jugements, la plus grande moitié a péri précisément dans les camps de concentration.

Bien entendu, la sécurité intérieure en URSS ne serait jamais pleinement assurée, si les prisonniers de guerre ennemis devaient jouir d'un internement de faveur, comparé à celui des citoyens soviétiques. D'autre part, les récits de ces étrangers de retour dans leur pays d'origine ne pouvaient que nuire à la bonne réputation du « Premier Etat Socialiste »... Ne serait-ce que pour ces raisons, sans parler de bien d'autres, il a fallu fixer un pourcentage particulièrement élevé de « disparus » parmi les prisonniers de guerre, emmenés en Asie et indûment retenus jusqu'à 1952. Comme résultat, sur les 4 millions de prisonniers allemands, les autorités soviétiques en ont fait « liquider physiquement », d'une façon ou d'une autre, la moitié, c'est-à-dire 2 millions (48). Et sur les 300.000 prisonniers roumains, elles ont admis comme devant être considérés comme morts de privations ou fusillés en captivité plus de la moitié ou exactement 164.000 (49). Il en a été de même dans tous les pays satellisés par l'URSS, sans excepter la Yougoslavie du temps où elle était encore, sous la coupe de Moscou. Pour ne citer que cet Etat, précisons qu'après avoir reçu la reddition de 138.547 prisonniers de guerre allemands, autrichiens et russes de Vlassov, les Serbes de Tito en fusilèrent 80.000 ! (50).

L'ampleur des purges sporadiques, qu'exige le maintien d'un régime de « démocratie populaire » en URSS, peut être apprécié aussi d'après le nombre d'arrestations ou encore celui des communistes radiés du Parti. En certaines années leur total s'élève à des chiffres astronomiques. En 1937, par exemple, pour les 11 premiers mois de l'année on a publié le chiffre de 2.609.000 arrestations, accompagnées de 245.000 exclusions du Parti (51).

Quand aux déportations, on sait qu'à partir de 1939 les Soviétiques arrêtaient et expédiaient en Sibérie et Asie Centrale 2.660.000 polonais, baltes, finlandais, ruthéniens et bessarabiens des territoires annexés (52). Mais il arrive que la police communiste ne peut se contenter d'arracher à leur patrie telle ou telle fraction d'un peuple suspecté de sentiments nationalistes. Alors on procède au transfert, d'Europe en Asie, de nations entières, sanctionnées collectivement après liquidation de leurs Républiques, dites autonomes. Tel a été le sort des Tatares de Crimée, des Kalmouks, des Tchétchènes et Ingouches ou des 1,8 millions de citoyens de la République des Colons Allemands sur la Volga... (53)

Pour ce qui est des procès publics ou à huis clos devant les Tribunaux réguliers, civils et militaires, personne n'ignore la valeur juridique de leurs verdicts, basé sur « les aveux spontanés ». Soit à ces jugements, soit aux arrêts administratifs de la Police politique on doit la disparition complète de tous les promoteurs de la révolution d'octobre 1917 et fondateurs de l'Etat Soviétique. En dehors de Staline et des décédés de mort naturelle, sur les 20 membres permanents du Comité Central du Parti communiste, élus à tous les premiers Congrès d'avant les purges, 19 ont été exécutés et un seul (Sokolnikov) s'en est tiré avec 20 ans de réclusion. (54)

De même furent condamnés et fusillés 4 Présidents des Conseils des Ministres de l'URSS-RSFSR et 17 Présidents des Républiques Fédératives ou de leurs Conseils des ministres... (55) Sans compter les exécutés parmi les gouvernants des pays socialistes en Europe Occidentale, satellites de l'Union Soviétique.

En victimes d'assassinats pseudo-judiciaires tombèrent avant la dernière guerre 13 commandants d'armée sur les 15 que comptait l'URSS, 57 commandants de corps d'armée sur 85, 110 commandants de brigade sur 406 et 12.000 officiers supérieurs d'autres grades. (56)

Dans les efforts déployés en vue d'avilir la Justice, en l'identifiant avec la défense des intérêts d'un parti de politiciens au Pouvoir, la palme revient sans conteste aux États-Unis. Ce fut bien son Président Franklin Roosevelt, avec son brain-trust, qui leva le dernier obstacle de principe à l'arbitraire des Politocraties modernes. Et cela en suggérant un procédé, aussi simple qu'astucieux, grâce auquel l'illégal devient légal, à volonté ! Il suffit, non plus simplement de substituer aux Tribunaux de compétence normale d'autres et d'occasion, comme en URSS, mais encore et avant tout d'annuler la législation en vigueur et de la remplacer par une à sa convenance et à effet rétroactif.

C'est au crédit du Président Truman qu'il faut porter la mise en pratique de la théorie élaborée par son prédécesseur. A eux deux, par conséquent, revient le mérite d'avoir introduit en Europe le Droit de Nüremberg. Avec l'obligante collaboration des Churchill, de Gaulle, Staline, Tito et tutti quanti ! Désormais, tous les actes normatifs promulgués par un gouvernement quelconque sont de circonstance et interchangeables. Ainsi cette source unique de droit nouveau permet à ses auteurs d'imposer leur bon vouloir n'importe quand, à n'importe qui et en toute circonstance. Sans tenir compte de la morale, de la coutume, d'une précédente disposition législative ou, à plus forte raison, de la volonté du peuple.

C'est au crédit du Président Truman qu'il faut porter non pas durant les hostilités, mais une fois la paix revenue — de rayer de la carte de notre continent une bonne douzaine d'États nationaux (57). De déporter dans une Europe sous tutelle américaine 18 millions d'êtres humains, dont 6 périront en cours de route vers les lieux de leur assignation, ce résidu de l'ancienne Allemagne devenu la République Fédérale de Bonn (58). Tandis que les 12 millions de restés en vie verront tout leur avoir confisqué (59).

Rien ne peut mieux illustrer la mentalité des nouveaux Justiciers que certains de leurs projets de « pacification » de l'Europe, dressés déjà par l'entourage de Roosevelt. Il faut les mentionner pour bien comprendre de quelle Paix il s'agit, lorsque 25 ans après et quotidiennement nos gouvernants affirment leur volonté de la maintenir... Même au prix d'intervention militaires dans les pays incomplètement vassalisés.

L'un de ces plans, celui de T. Kaufman, publié dès l'année 1941, organisait la stérilisation par 20.000 médecins de toute la population allemande en l'espace de 3 mois, à raison de 25 victimes par jour et par médecin. Pour aboutir, selon un calcul précis, à l'extermination totale de ce peuple au bout de 60 ans (60).

Un autre plan, échafaudé en 1943 par H. Hopkins, principal conseiller de Roosevelt, fit l'objet de discussions à la conférence de Téhéran. Il prévoyait le partage de l'Allemagne en 5 petits Etats : Prusse, Hanovre, Saxe, Rhénanie et Bavière-Würtemberg. En fait, cette solution fut abandonnée pour une plus cruelle, le dépeçage du pays vaincu en 7 tronçons : Berlin, ancienne capitale divisée en deux zones, sans droit de communication entre elles et soumises à un contrôle permanent des ex-alliés ; RFA et RDA, deux Etats sous protectorat plus ou moins déguisé de Puissances étrangères ; un ensemble de provinces annexées par la Pologne, dont la Silésie, la Poznanie, le Brandebourg Oriental, la Poméranie, Dantzig ; enfin, les deux moitiés de la Prusse partagée entre la Pologne et l'URSS.

Un troisième projet, présenté par le Secrétaire d'Etat aux Finances Morgenthau, instaurait l'« indianisation » de l'Allemagne par l'interdiction de posséder une industrie quelconque, tant soit peu développée. Mais le règlement définitivement adopté inversa la solution envisagée primitivement. On autorisa la RFA et la RDA à restaurer leur industrie démantelée par les Alliés, sauf celle de guerre, mais on les priva de leurs provinces nourricières, agricoles de l'Est. D'autre part, on imposa à la RFA l'obligation de s'approvisionner en denrées alimentaires auprès des pays producteurs au sein d'un Marché Commun, c'est-à-dire es-

sentiellement en France. Mais cela aussi moyennant de nouvelles contributions, dont l'une destinée à subventionner la paysannerie de ce dernier pays. Ce qui, dans l'ensemble, ne manque pas de rendre l'approvisionnement allemand deux fois plus cher que s'il était fait librement aux prix du marché mondial (61).

Une autre violation du droit des gens en temps de paix, toujours sur l'initiative des Etats-Unis, consiste dans l'arbitraire des décisions, prises suivant les intérêts politiques du moment, quant au droit d'asile à accorder ou à refuser aux réfugiés politiques. Sur les 5 millions de prisonniers russes et 600.000 civils évacués de l'URSS (des femmes pour la plupart), travaillant en Allemagne et Autriche vers la fin de l'année 1944, et considérés comme traîtres à leur « patrie socialiste », dès la cessation des hostilités, 4 millions furent transférés de force des zones américaine, anglaise et française en zone soviétique (62).

Avec encore plus de sans-gêne on a agi avec les 50.000 anciens combattants anti-communistes de l'armée Vlassov, qui ne réussirent pas à s'évader à temps des camps d'internement américains (63). Une fois ramenés en Russie, les officiers furent fusillés ou pendus, en commençant par le général Vlassov et ses huit adjoints. Quant aux soldats, ils périrent en grand nombre dans les camps de concentration de Sibérie.

A la traîne de leurs confrères américains, les hommes politiques anglais font preuve, le cas échéant, du même mépris pour les principes humanitaires régissant naguère les rapports entre Nations. Grâce à eux, les 200.000 ex-prisonniers de guerre et rescapés civils russes, bénéficiant du droit d'asile en Autriche et refusant de rentrer en URSS, ne purent éviter d'être livrés à la vindicte des Soviets (64).

La tentative de résistance la plus acharnée aux menées du gouvernement anglais eut lieu à Lientz. Elle ne fut brisée qu'à la suite d'un ordre personnel de Churchill... Un jour les camps abritant aux environs de la ville 30.000 cosaques et kalmouks (y compris 2.000 officiers), dont beaucoup avec leurs familles, se trouvèrent envahis par plusieurs unités

de l'armée britannique. Les résidants formèrent un rempart autour des femmes et des enfants et se battirent à mains nues. Après avoir tué 60 réfugiés et assisté aux suicides d'une centaine d'autres, la police et la troupe anglaises firent monter les anciens déserteurs et évadés de l'URSS et les remirent aux autorités soviétiques (65).

En revenant aux Etats-Unis et aux « crimes légaux » que commettent leurs gouvernants sur leur propre territoire et en violation d'une législation intérieure, on se résignera, devant l'embarras du choix, à ne citer qu'un seul exemple. Celui de la « détention préventive » durant 13 ans d'Ezra Pound. Du plus grand poète de langue anglaise de son temps et lauréat du prix national de littérature en 1949, pour œuvres écrites en détention. Accusé de sympathies pour l'Italie Mussolinienne, où il résidait depuis plusieurs années, l'auteur des « Cantos » fut arrêté en 1945 et libéré en 1958, sans passer en jugement, à l'âge de 73 ans. Afin de « légaliser » cette illégalité par trop criante, on obligea le vieux poète à endurer toute sa détention préventive dans une maison d'aliénés... Selon les révélations de la presse de l'époque, entre autres sévices subis, il se vit enfermer pendant 6 semaines dans « une cage à gorille » et exposer aux défilés de la foule, le couvrant d'injures et de crachats (66).

On se demande si, pour une fois, ce n'est pas en s'inspirant de ce précédent américain que les Soviétiques pratiquent depuis — et sur une échelle à leur mesure — les internements de leurs romanciers et poètes contestataires dans des établissements psychiatriques.

Toujours est-il qu'en copiant les procédés américains on parvint en Norvège à condamner au bague celui qui révéla au monde le charme de son pays et le fit aimer de tous — Knut Hamsun. Et à infliger 3 ans de travaux forcés même à sa femme, au prénom célèbre servant de titre à l'un des plus beaux romans de son mari. Ou, en Suède, à incarcérer un Swen Ghendinn, alors que sa patrie lui doit toujours plus d'un sujet de fierté...

Mais qu'attendre des politiciens d'un pays, où des villes entières, comme Newark dans le New Jersey, sont en-

tièrement contrôlées par la Maffia ? Des juges, des inspecteurs des contributions, des policiers, même des maires se retrouvent sur le banc des accusés (67).

Comme en URSS, les policiers et magistrats dans les deux Allemagnes d'après-guerre sont animés du même zèle dans l'application des consignes politiques de leur gouvernement. Cependant, contrairement aux réalisations des soviétiques, leurs collègues allemands ne sont jamais parvenus à s'assimiler l'art de provoquer des « aveux spontanés »... (68) A Bonn et à Pankow on obtient ce genre de confessions tout au plus à retardement. C'est-à-dire, quand l'accusé est déjà condamné à mort et n'a plus rien à risquer de pire, mais qui s'entend promettre la commutation de sa peine en échange d'une confirmation de la thèse de ses accusateurs. Ces aveux lui sont donc extorqués, non pour justifier une condamnation éventuelle, mais pour les besoins de propagande que l'exécuté ne pourra plus démentir.

Auparavant et dans le IIIème Reich, ne pouvant se fier aux Tribunaux réguliers et aux résultats de leurs interrogatoires des inculpés, le Parti au pouvoir dut recourir à un autre procédé. Un procédé qui fit tache d'huile dans la plupart des pays voisins de l'Allemagne... Aux tribunaux existants de par les lois fondamentales de l'Etat, Hitler — déjà en perte de lucidité — substitua de son propre chef une « Cour de Justice Populaire ». Conformément aux consignes reçues et sous la présidence du sinistre Freisler, elle fut appelée à condamner par dizaines à chaque procès aussi bien d'authentiques conjurés, que de simples opposants au régime. Et toujours à une seule peine, celle de mort. Au préalable et aussi arbitrairement, sur l'injonction du Führer-chancelier, un pseudo « jury d'honneur », jusqu'alors inexistant, s'arrogea le pouvoir d'annuler la loi, stipulant que les membres de la Wehrmacht ne pouvaient être jugés que par les Conseils de guerre normalement constitués. Enfin, à toutes ces illégalités on ajouta un mode inédit et également illégal d'exécution des sentences de mort. Des condamnés furent donc pendus, comme des bêtes, à des crochets de boucher... Sur les instructions d'un Chef d'Etat sombrant dans la démence (69).

La conduite de la plupart des hommes politiques, qui remplacèrent à Bonn les dirigeants de l'ancien Reich, comporte à son tour des éléments constitutifs de crimes « légitimés » après coup et par les soins de leurs propres auteurs. Dès leurs premiers pas dans ce fragment de l'Allemagne qu'est la RFA, n'ont-ils pas préféré la création d'Etat-croupion à la réunification de leur patrie ?.. Pourtant, ils avaient le choix.

En effet, par mémorandum du 12 mars 1952, Staline notifia à ses ex-alliés la proposition d'évacuer toutes les troupes d'occupation des territoires allemands et de constituer un Etat allemand unifié, sous la seule réserve de sa neutralisation, sur le modèle de l'Autriche ou de la Suisse (70). Cette offre fut combattue avec un maximum d'acharnement, au nom de la France, par de Gaulle. Sa haine pathologique de l'Allemagne l'incita une fois de plus à exiger, soit l'annexion de toute la Rhénanie et de la Sarre, soit le détachement d'un tiers du territoire du Reich pour reconstituer l'œuvre de Napoléon, avec la création d'une nouvelle « Confédération du Rhin », sous l'appellation moderne de République Fédérale d'Allemagne (71). C'est bien cette dernière thèse qui triompha, mais non sans la complicité agissante des séparatistes, faisant aboutir les efforts de ceux qui en 1923 proclamèrent déjà « La République Rhénane ».

Il s'en suit qu'on est parfaitement fondé de conclure que le refus de neutralisation d'une Allemagne réunifiée et l'acceptation du démembrement de leur patrie ne furent pas dictés aux politiciens de la RFA par des considérations d'ordre patriotique. Ils savent d'ailleurs bien que leur dissidence, motivée par l'espoir d'être traités en hommes d'Etat, eût été considérée avant 1918 comme un crime de haute trahison.

Contrairement aux pays ayant adopté la législation de Nüremberg, en Israël le clan des politiciens d'obédience sioniste ne modifie pas le droit, mais l'ignore.

En aucun cas leurs gouvernements n'acceptent de se conformer aux lois et coutumes internationales, traditionnelles ou nouvellement introduites, dès qu'elles ne répondent

pas à leurs visées politiques. Pour eux, les résolutions ou recommandations du Conseil de Sécurité de l'ONU restent invariablement lettres mortes. Tel a été le sort des injonctions de l'ONU du 4 juillet 68 et du 17 septembre 69, concernant la modification par la force du statut de Jérusalem, puis son annexion. Ou des résolutions du 26 novembre 67, ordonnant l'évacuation des territoires étrangers occupés après la guerre des 6 jours, et du 26 août 69, condamnant les agressions des forces régulières d'Israël contre les pays voisins. Pays à la même enseigne qu'Israël, incapables de venir à bout des forces irrégulières des résistants palestiniens.

Ce mépris du droit international représente toutefois le moindre mal par rapport à la faculté des gouvernements d'Israël d'enfreindre leurs propres lois, qu'ils promulgent ou abrogent en pleine indépendance.

Ainsi, en application de la responsabilité collective (et non individuelle) et en tant que sanction administrative (et non judiciaire), les autorités font sauter systématiquement toutes les maisons d'habitation des localités où a lieu un attentat quelconque. Comme le signalent les journalistes étrangers, même philosémites, mais ayant circulé à travers le pays, les habitants des agglomérations arabes sont bouclés chez eux, encerclés par les forces de police et de l'armée, privés d'électricité, de gaz et d'eau potable ou non, sans nourriture, sans lait pour les enfants, obligés de faire leurs besoins dans un coin... Et cela, parfois, durant 5 jours d'attente (72). On ne leur laisse aucune possibilité d'emporter leurs biens. Et on ne leur accorde que 30 minutes pour quitter le logis familial, voué à la destruction par la dynamite et les bulldozers (73).

Les observateurs sur place, délégués d'organisations internationales et correspondants de différents journaux, sont parvenus à dénombrer 7.140 maisons pulvérisées au mois d'octobre 1969 (74). Tandis que les responsables de la résistance palestinienne en trouvent 7.554 au 1er novembre dernier (75).

Les villes et villages entièrement rasés se comptent par dizaines. Rien que les rapports et correspondances des en-

quêteurs, publiés en Angleterre dans le « Times », attestent la destruction complète de Kalkilya, Emmaüs, Beit Nuba, Emwas, Yalou, Karameh, Halhul et ainsi de suite... Il arrive qu'on n'épargne pas même les camps de réfugiés. Ainsi le Commissaire adjoint d'un Service de l'ONU. M. Reddaway, a été témoin de la destruction délibérée de toute une section d'un camp au sud de la bande de Gaza, section abritant 144 familles arabes (76).

Par crainte de se trouver noyer démographiquement dans la masse arabe, les gouvernements israéliens pratiquent une ségrégation à rebours. Non pas au profit des aborigènes, comme en Afrique du Sud, mais à leur détriment. En les expropriant à bon compte et les déportant du territoire national, au fur et à mesure de son aggrandissement après chaque nouvelle campagne militaire. N'étant que 650.000 en 1948, puis 1.600.000 en 1960 et 2 millions et quelque en 1967, les juifs d'Israël réussirent à expulser de leur patrie arabe 2,5 millions d'autochtones (77), dont 350.000 après la dernière guerre des 6 jours de 1967, tout en gardant encore 600.000 arabes en Cisjordanie et 356.000 sur le territoire de Gaza, sous l'étroite surveillance de la police (78).

Pour ceux qui considèrent comme un crime abominable la protection des caractères héréditaires biologiques et psychique, d'un peuple, Mme Golda Meier, Premier Ministre d'Israël, est une criminelle notoire. N'a-t-elle pas fait voter en février dernier au Knesset (par 69 voix contre 15 et 23 abstentions) une série de lois raciales... Les unes confirmant la privation de nationalité israélienne de tout juif qui ne serait pas de religion israélite. D'autres interdisant les mariages mixtes, par exemple entre juives et chrétiens. Ou, encore, déclarant étrangers les enfants nés d'une mère juive, mais de confession non-israélite, tout en étant épouse d'un juif orthodoxe, leur père (79).

C'est en vertu d'une pareille législation que les arabes, natifs d'Israël et même mariés à des juives avant la promulgation des premières lois raciales, ne jouissent pas de l'égalité des droits civiques et peuvent se voir refuser l'admission dans un kibboutz, notamment celui de Han-Chmouël, en tant que simple ouvrier agricole (80).

Quant aux 200 juifs de foi protestante, catholique et orthodoxe, ayant obtenus la nationalité israélienne sous l'ancienne législation, leurs certificats d'identité portent une mention spécifiant leur appartenance à l'une de ces religions chrétiennes. Ce qui les rend citoyens de seconde classe (81). Exactement comme en URSS, où toute carte d'identité indique l'origine ethnique de son titulaire.

Par contre, si l'on admet que le racisme est une politique nationale parfaitement défendable, sinon nécessaire, il faut convenir que la conduite de Mme Golda Meier comporte les éléments d'un forfait autrement plus grave. Celui d'incitation à la haute trahison de sa patrie. Elle s'en est rendue coupable en déclarant à maintes reprises et en pleine séance du Parlement préférer sacrifier l'existence de l'Etat l'Israël, plutôt que la pureté de la race juive (82).

(à suivre)

(44) La date du 5 mars est celle de la mort de Staline.

(45) « La Vie du Parti » d'octobre 1967, édition du Comité Central du Parti Communiste de l'URSS, citée d'après Saint-Paulien : Pourquoi j'ai perdu la guerre. - p. 396 (Ed. du Clan).

(46) Le chiffre de 5 millions comprend l'ensemble des condamnations à mort, prononcées tant par la Police politique, que par les Tribunaux civils et militaires. (Cheldon. Le déficit démographique en URSS. « La Renaissance » de janvier 1970, Revue de langue russe. Paris).

Les arrêts de mort, prononcés et exécutés par la Tchéka-Guépéou en 5 ans, sont chiffrés officiellement à 3.450.000. (Dobrovsky-Cheldon. La vérité sur les procès de Moscou. « La Revue Hebdomadaire » du 7 mars 1938. - p. 48).

(47) D'après les confidences de Staline faites à Churchill, la collectivisation de 1929 à 1939 a provoqué au total « le sacrifice nécessaire » de 10 millions d'êtres humains, fusillés ou mort aux travaux forcés dans les camps de concentration et en déportation. (Churchill. Mémoires de guerre. Le Tournant du Destin. Tome II. pp. 78-93 de l'édition française ; Lord Moran. Vingt-cinq ans aux côtés de Churchill. Laffont. 1966).

De 1929 à 1939 inclus, selon le rapport de Motolov au VIII Congrès Pan-URSS de 1939, sur 5.618.000 « koulaks » (paysans aisés) dénombrés en fin de l'année 1928, ne sont restés en vie au 1er janvier 1934 que 149.000. (Cheldon. Ibid. : Jarray. Le Tableau de la Russie avant la mort de Staline. - p. 172. Paris. 1954).

(48) Saint-Paulien. Histoire de la collaboration. - p. 564. (Ed. L'Esprit Nouveau. 1964).

(49) M. Bardèche. Nüremberg ou les faux monnayeurs. - p. 72 (Ed. Les Sept Couleurs. 1950).

(50) B. George. L'Occident joue et jerd. - pp. 247, 249, 265. (La Table Ronde. 1968).

Sur les 221.287 prisonniers de guerre de toutes nationalités, les Serbes en ont tué jusqu'à 100.000 (J. Toland. Les 100 derniers jours. - p. 636. Calman-Lévy. 1967).

(51) Doubrovsky-Cheldon. Ibid. (« La Revue Hebdomadaire » du 21 mai 1938. - p. 298).

(52) Rien que durant l'année 1939/40, d'après les données du Gouvernement polonais à Londres, les Soviets déportèrent 1.600.000 polonais, dont 400.000 périrent en cours de leur transfert, y compris 77.834 enfants sur 144.000. La même année furent arrêtés et déportés : 60.940 esthoniens, 60.000 lettons, 70.000 lithuaniens. (Cheldon. Ibid. « La Renaissance » de janvier 1970 ; P. Rassinier. Le véritable procès Eichmann. - p. 44. Ed. Les Sept Couleurs. 1962).

(53) Encyclopédies soviétiques d'avant 1939.

(54) Voici les noms des 19 membres constamment réélus au Comité Central du Parti jusqu'à 1927-1930, destitués et exécutés à partir de 1936 : Trotsky, Kamenev, Zinoviev, Boukharine, Piatakov, Smilga, Krestinsky, Preobrajensky, Pokorosky, Rykov, Mouralov, Yoffe, Milioutine, Smirnov, Boubnov, Kassior, Ossedovsky, Soukhov et Yakovleva. Le 20ème, Sokolnikov, membre du C. C. et ministre des Finances, est mort condamné à 20 ans de camps de concentration.

(55) Les 4 Présidents successifs des Conseils de ministres de l'URSS et de la RSFSR : Rukov, Smirov, Syrtsov, Soulimov.

(56) A. Desroches. Les grandes purges de l'armée rouge. (« Historia » de septembre 1969).

(57) Ont perdu leur indépendance et sont annexés par leurs voisins : Esthonie, Lettonie, Lithuanie, Ville Libre de Dantzig, Prusse, Slovaquie, Croatie, Monténégro, Territoire Libre de Trieste et 4 Républiques Autonomes Soviétiques — des Tatares de Crimée, des Colons Allemands de la Volga, des Kalmouks, des Ingouches et Tchétchènes. Cette dernière République, dite autonome, est rétablie depuis peu.

(58) (Voir l'annotation 27).

(59) M. Bardèche. Ibid. - p. 269.

(60) Théodore Kaufman. L'Allemagne doit périr. (Ed. américaine de 1941).

(61) En 1969, sur les 14 milliards de frs. lourds de subventions à l'agriculture (dont 3,6 rien que pour soutenir le prix garanti du lait), 10 milliards sont versés au Gouvernement français par ses partenaires du Marché Commun, pour la plus grande part par la RFA. (Xavier Marche. La révolution de l'agriculture. « Le Monde et la Vie » de février 1969).

Les mêmes partenaires fournissent 4,5 milliards de frs pour subventionner les anciennes colonies françaises et le Congo belge, devenus les 18 Etats francophones d'Afrique.

Parmi les membres du Marché Commun, la France bénéficie également de la contribution du gouvernement de Bonn à l'entretien des divisions françaises en Allemagne Fédérale. En dehors des pays du Marché Commun la RFA est obligée de verser pour l'entretien des

troupes étrangères sur son territoire des contributions aux Etats-Unis se montant à plus de 2 milliards de DM par an (ou de 6,08 milliards de 69 à 71), et à l'Angleterre de 1 milliard de DM (ou de 106 millions de Livres) et 500 millions sous forme de prêt. (« Le Spectacle du Monde ». - p. 11. Août 1969).

(62) J. Toland. Ibid.

(63) J. Toland ? Ibid. - p. 635 ; Saint-Paulien. Ibid. - p. 394.

(64) H.-G. Dahms. La deuxième guerre mondiale. - p. 396. (Payot. 1961).

(65) J. Toland. Ibid. - p. 635 (annotation).

(66) P. Sérant. Les vaincus de la libération. - p. 289. (Laffont. 1964).

(67) J. Sallebert. USA : entre la toute puissance et les déchirements. (« L'Actualité » du 12/18 février 1970).

(68) Dans l'affaire d'un certain Baer, dernier commandant du camp de concentration d'Auschwitz, le procureur général dut remettre l'ouverture du procès de son inculpé de 3 mois à 3 mois durant des années, n'arrivant pas à obtenir ses aveux quant à l'existence des chambres d'exécution des détenus par le gaz dans son camp. Commencés en 1961, les déboires du procureur ne s'arrêtèrent pas à la date de leur divulgation par la presse, en mars 1963. (« Défense de l'Occident ». No 30 de mars 1963).

(69) G. Buchheit. Le Complot des généraux. (Arthaud. 1967).

(70) « La Pensée Russe » du 16 octobre 1969.

(71) Dans sa déclaration à Macmillan, faite à Rambouillet, le Président de Gaulle insiste avec force : « L'Allemagne doit être effacée de la carte d'Europe ». (Joseph Alsop. Le mystère de Gaulle).

Dès sa première entrée à Strasbourg, en réponse au discours de bienvenue de Maire de la Ville, le général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire, annonce : « Le Rhin doit devenir un grand boulevard français ».

Dans ses allocutions à la Radio tant en 1944, que le 5 février 1945, de Gaulle prévient : « Je ne peux que préciser une fois de plus les fondements de l'amitié entre les peuples, appelés à assumer la charge de maintenir la paix en Europe... La présence définitive de la force française d'un bout à l'autre du Rhin, la séparation des territoires de la rive gauche du fleuve et du bassin de la Rhur de ce qui sera l'Etat ou les Etats allemands... sont les conditions que la France juge essentielles ». (Conte. Yalta ou le partage du monde. - pp. 101 et 105. Laffont ; Saint-Paulien. Ibid. - p. 498).

A l'Occident, de tous les Chefs d'Etats, de Gaulle est le seul à avoir reconnu comme définitive et avant la conclusion de la paix la frontière de l'Allemagne sur la ligne Oder-Neisse.

Enfin, c'est toujours de Gaulle qui se dota d'un armement atomique, tout juste capable de servir contre des Etats qui en sont dépourvus. Tel est aussi bien l'avis des observateurs français (Fabre Luce. Le couronnement du prince. - p. 235), que le sens de l'allusion du Chancelier Kiesinger, lors de son interview du 26 novembre 68 par la « Stuttgarter Zeitung », et pour qui « le fait que la France est un pays nucléaire est déjà déterminant en ce qui concerne nos rapports avec elle ». (« Le Dauphiné Libéré » du 27 novembre 1968).

(72) Josete Alia. Torture-t-on en Israël ? (« Le Nouvel Observateur » du 5/11 janvier 1970).

(73) Garnier-Raymond. Israël en danger de paix. (« L'Actualité » du 12/18 février 1968).

(74) R. Lacoste. L'Angleterre et Israël. (« Ecris de Paris » de février 1970. - p. 72).

(75) G. Mermoz. Le terrorisme sous mes yeux. (« Le Spectacle du Monde » de février 1970).

(76) R. Lacoste. Ibid. - p. 75.

(77) Pour le nombre de juifs en Israël, voir l'article « Israël » dans le « Larousse en 3 volumes » de 1966.

Pour le total des arabes expulsés, voir l'article de Mick Polikar : Des Palestiniens et des Juifs dans « Le Dauphiné Libéré » du 3 mars 1970.

(78) G. Mermoz. Ibid. - p. 42 ; R. Lacoste. Ibid. - p. 74.

(79) V. Cygielman. Qui est Juif ? (« Le Nouvel Observateur » du 16/22 février 1970).

Voir l'article sur l'Affaire Ruffensen dans « La Pensée Russe » du 24 janvier 1963.

(80) Claver. Les idées et la vie. (« La Pensée Russe » du 17 octobre 1964).

(81) Archevêque Jean. Un peu d'historiosophie. (« La Pensée Russe ». No 1972 et No 1973 de mars 1963).

(82) V. Cygielman. Ibid. - p. 25.

Fritz ZORNDORF.

La subversion dans l'Armée Rouge

C'est au moment où l'affaire Leber (affaire du Colonel Rudel), battait son plein que parut à Paris le livre de l'ex-membre de l'Armée Rouge *Wladimir Rybakov* intitulé : « LA CHARGE ».

Si l'ouvrage ne suscita qu'un faible écho dans la presse allemande, il fit sensation en France, car il découvrait les dessous de ce que l'« Etoile Rouge », organe officiel de l'Armée Rouge, appelle « la tradition de l'internationalisme prolétarien, l'amour de la patrie soviétique et l'amitié des peuples. »

Citons ici Rybakov :

— La ration journalière du conscrit se compose de pain de munition, de quelques morceaux de sucre et de vingt grammes de margarine. Le célèbre — et obligatoire — bortsch (soupe aux choux) du repas de midi n'apporte que peu de calories. En plus, toute une série de faits contribue immanquablement à faire naître dans l'Armée de sanglantes révoltes : l'arrogance des officiers, la famine permanente de la troupe, une discipline tout aussi inhumaine que celle des Tsars, l'esprit de caste des cadres et un sentiment d'humiliation chez le soldat, traité comme un vulgaire moujik.

Ajoutons encore le drill idéologique, l'obéissance passive, des années entières à servir au loin sans permission, et le tableau sera complet. Jusqu'à présent, toutes les mutineries militaires ont été impitoyablement réprimées. « Au premier engagement, la première balle sera pour nos officiers », telle est, d'après Rybakov l'opinion courante des recrues.

Et notre auteur de relater la révolte de ce régiment stationné à la frontière sino-mongole qui, lors d'un soulève-

ment, exécuta au poignard ou à la baïonnette presque tous ses officiers (Réf. : Jochen Leibel dans *Die Welt* du 20/21-11-76).

« UN VOLCAN DE PEUPLES »

« Nous voyons ainsi comment l'actuelle Russie est la réplique en tous points fidèle de la Russie tsariste, traditionnelle prison des peuples »... Mais les nouveaux tsars trônent sur un volcan : la colère des peuples ! » (Extrait d'un tract publié par un mouvement clandestin ukrainien et largement diffusé dans les casernes et les villes de garnison). (Réf. : Radio-Pékin 18.10.76 et le journal ukrainien « Schlach Peremohy », Munich, 21.11.76).

Les nouveaux tsars se devraient de reconnaître qu'ils ne peuvent continuer à mener leur politique d'exploitation et de répression qu'en maintenant les nations dans un état de crainte permanente. Un autre tract proclame : « Soldats de l'Armée Rouge ! N'oubliez jamais que c'est entre les mains du peuple que réside le pouvoir véritable ! Si nous savons nous entendre et nous unir, le Parti, forcé de faire des concessions, sera, en fin de compte, balayé par un volcan de peuples ! ».

Le jeune historien *Andrei Amalrik* émigré en juillet 1976, confirme de son côté qu'une sourde fermentation agite cette armée populaire multinationale devenue une véritable armée de classe. « L'Armée Rouge présente les mêmes symptômes que le reste de la société », déclarait-il le 28 juillet 1976 à Amsterdam. « Le corps des officiers est en proie à l'insatisfaction et à l'inquiétude. De temps à autre, on apprend l'existence de groupes de résistance dans l'armée. Il est absolument certain que l'idée nationale couve *sourdement* dans les forces de la Défense. »

RUDENKO A RIGA

C'est le 8 novembre 1975, jour anniversaire du putsch de Lénine de 1917, que l'équipage du destroyer lance-missiles « *Storochevoï* », de la Flotte Rouge de la Baltique, se

mutina dans le port de Riga. Commandé par un jeune officier commissaire politique (!), l'équipage en armes s'assura de la personne des officiers loyalistes. Soixante marins russes, lettons et esthoniens, mirent le cap sur la Suède. Mais des hélicoptères et des sous-marins parvinrent à rattraper le navire et à maîtriser le courageux équipage au large de la côte du Gotland. Les survivants furent traduits devant un tribunal militaire et les instigateurs de la mutinerie furent fusillés.

Le procureur général que le Politburo avait délégué, n'était autre le fameux *Roman Rudenko*, déjà illustré au procès de Nuremberg.

Cette mutinerie du 8 novembre 1975 avait pour causes essentielles la discipline inhumaine qui règne dans la marine et les mauvaises conditions de vie. En fait, une situation en tous points comparables à celle du cuirassé *Potemkine* à Odessa, où l'on avait donné pour toute nourriture à l'équipage de la viande avariée et du lard grouillant de vers !! La réponse avait été 1905 et le drapeau rouge hissé par les mutins... Mais en 1975, ce même drapeau rouge — (le drapeau de Lénine et de Trotski), les marins du « *Storochevoï* » le brûlèrent.

MORT AU COMMUNISME !

CRONSTADT TOUJOURS PRESENT !

Mutinerie, révolte, soulèvement ne sont point des mots nouveaux dans l'histoire multiséculaire de la Russie. Ces phénomènes relèvent d'une tradition bien établie et poursuivie sans désespérer sous la monarchie des Romanov et sous les actuels Soviets.

Rejeter un régime social corrompu et prendre les armes contre lui, vieille habitude russe ! La rébellion militaire fleurit tout aussi bien sous l'absolutisme monarchique que sous la dictature militaire. Rappelons que de graves soulèvements dans les ports et sur les navires de guerre accompagnèrent les révolutions de 1905 et de 1917.

L'héroïsme des marins de Cronstadt, qui constituaient en 1917 l'élite militaire du mouvement révolutionnaire est passé en modèle lors de la révolte des bagnes russes de 1953-1954. « Vengeons Cronstadt. » Le mot date de cette époque. Il est synonyme d'abnégation, d'ascèse, de dureté implacable, de solidarité totale, de courage, de mépris de la mort et d'une volonté farouche de détruire le régime haï.

Cet « esprit de Cronstadt » revit dans les slogans de la grève des mineurs de Norylsk (août 1953), de celle de Workuta, etc... « A vous le charbon, à nous la liberté ! Mort au communisme ! La liberté ou la mort ! Plutôt mourir debout que vivre à genoux ! ». (Réf. : Dieter Friede : « Das russische Perpetuum mobile » — Würzburg 1959, p. 106).

Un nombre important de soldats de l'Armée Rouge fut fusillé après le soulèvement du 17 juin 1953 (Berlin-Est), pour avoir refusé de tirer sur les émeutiers. Trois ans plus tard, c'était la Hongrie. C'est le peuple hongrois qui, par le truchement de l'Armée Rouge hongroise, fut en fait le vrai vainqueur de la Révolution hongroise d'octobre 1956.

Pour la première fois depuis 1941, l'Armée Rouge connut des désertions en masse. Des unités complètes, d'origine ukrainienne, appartenant aux troupes d'occupation russes stationnées en Hongrie, passèrent à l'ennemi avec armes et bagages (chars, artillerie et même les états-majors !). Par la voix des ondes, des officiers et des commandants d'unité exhortèrent leurs camarades à désertier et à venir les rejoindre pour continuer la lutte aux côtés du peuple hongrois. On estime à 50.000 le nombre de ceux qui constituèrent cette « autre » armée soviétique et luttèrent aux côtés des Hongrois révoltés. (Réf. : « *Le Livre Blanc de la Révolution Hongroise* », Berlin (1958) et « *Schlach Peremohy* » 28.11.76 p. 2).

LA TRAGÉDIE DE NOVOTCHERKASK

C'est en proie à une profonde perplexité que le commandement russe assista à la diminution progressive de pugnacité des contingents multinationaux composant les troupes d'interventions d'août 1968. Des déserteurs qui avaient

cherché refuge dans les montagnes slovaques, furent pendus aux arbres, devant la troupe, afin de servir d'exemple aux transfuges potentiels, par ex. à Rozvadov, près de Waldhaus/Oberpfalz.

Ce ne furent pas les unités de l'armée régulière mais les troupes spéciales du MVD, garde prétorienne du régime, qui de 1953 à 1956 écrasèrent les rébellions des bagnes de Sibérie et du Kasakstan, ainsi qu'à Temir Tau (1959), Kaunas (1972), Tiflis (1973), Dniepropetrovsk, Odessa, Kriwii Rih, Naltschik, Krasnodar, Rostow-sur-le-Don et dans le Donbass en 1962, l'année de la grande grève sanglante des travailleurs non-russes.

Lorsqu'il dut engager les troupes régulières pour mater les grèves, comme par ex. en juin 1962 à Novotcherkask en Ukraine orientale, le Politburo essuya les mêmes échecs qu'en Hongrie : refus de tirer, suicides d'officiers, passage à l'ennemi et fraternisation. En 1972, à Kaunas en Lithuanie, le gouvernement employa une autre sorte de garde prétorienne : des chasseurs-parachutistes, volontaires pour cette tâche. Enfin, ce furent les chars du KGB qui furent engagés en mai 1973 lors du soulèvement de Tiflis, capitale de la Géorgie. (Réf. : Günter Bartsch, p. 154-158, Francfort/Main 14.11.76).

IVRES A KINGIR

Mais le parti ne peut pas toujours faire fond sur sa garde prétorienne. Les troupes du MVD qui, sous le commandement suprême du général *Bytchkov* réduisirent le camp de prisonniers révoltés de Kingir dans le désert du Kasakstan, le 27 juin 1954, avaient été largement pourvues en alcool, et ce furent des troupes complètement ivres qui donnèrent l'assaut. Bilan : en quelques minutes, plus de 500 femmes périrent écrasées sous les chenilles des chars T 34/85. (Réf. : Dieter Friede, op. cit., p. 112).

Au dernier tome de « L'Archipel Goulag », A. Soljenitsine fait le récit du massacre de Kingir et celui du « samedi sanglant de Novotcherkask » (2 juin), véritables nuits de la Saint-Barthélémy de l'ère dite de destalinisation.

Lors du soulèvement de Workuta, en 1953, les régiments d'élite locaux durent être retirés avant l'assaut et remplacés par des bataillons de la police secrète de Petchora, composés de jeunes recrues : l'infiltration par « l'armée des camps » avait porté ses fruits. La Garde Rouge de Khrouchev-Brejnev ne vaut plus celle des Trotski-Lénine. Les manifestations et les grèves ouvrières de Kiew, Riga, Tchéliabinsk, Lemberg, Vitebsk, Dniepropetrovsk, Sechtschokino, et Rostov-Don de mai 1976, causées par la famine ambiante, montrent également combien les gouvernants craignent d'engager l'armée régulière dans ces véritables guerres civiles. Cette fois, ce ne furent point les unités de l'armée que l'on mit en mouvement pour réduire les troubles. Dans les centres industriels, paralysés par la grève, on engagea la milice, objet d'une haine universelle, comme troupe auxiliaire du KGB, avec matraques et révolvers, contre les femmes et les travailleurs.

L'ANNEE OU STALINE MOURUT

La période qui suivit immédiatement la mort de Staline (5 mars 1953), est une excellente illustration de la thèse faisant de l'Armée Rouge un allié potentiel du peuple. Lorsque le 6 mars, à six heures du matin, la mort du dictateur fut connue, la redoutable garde du régime avait déjà entièrement isolé la capitale. Engins blindés, chars, lance-flammes et brigades complètes de l'Armée Béria occupaient carrefours et positions stratégiques, comme si une guerre civile eût été sur le point d'éclater. La police secrète avait pris le pouvoir.

MAIS CONTRE QUI ? CONTRE L'ARMEE ROUGE !

Cette dernière, qui n'avait pas été mobilisée, ne put entrer en action. Il ne fallait absolument pas que celui qui tenait l'Armée Rouge pût l'engager contre le Parti. Cela aurait été pour ce dernier un risque mortel, et un affrontement entre le PCUS et l'Armée Rouge aurait à coup sûr

déclenché une révolution qui couvait... et mis fin à la dictature du PCUS.

« Dans un pays où les exécutés et les emprisonnés se
« comptent par millions, dans un pays où l'individu est ter-
« rorisé depuis plus de trois décennies par la police secrète,
« l'Armée aurait pu compter sur l'appui de tous et aurait eu
« le soutien fanatique de la population entière. En quelques
« jours, au pis quelques semaines, la police secrète aurait été
« balayée et l'appareil du parti détruit. Cela, les héritiers
« de Staline le savaient. » Ces lignes sont empruntées au
« *Khrouchtchev* » de Georg-Paloczi-Hovath, ex-fonctionnaire
du PC de Hongrie, et ex-pensionnaire des geôles de Rakosi
(1949-1954), sociologue et spécialiste de ces questions.

LA DERNIERE ARMEE COLONIALE

Et voilà que revient, muet et menaçant, tel un spectre né des longues nuits de l'hiver russe, le souvenir de 1941, année où débuta la guerre germano-russe, que l'ex-officier d'artillerie Soljenitsine relate avec une précision saisissante dans l'« Archipel Goulag », tome III. « Lorsque la guerre germano-russe éclata, le peuple n'eut qu'une réaction, au fond bien naturelle : pousser un soupir de satisfaction et secouer le joug — et qu'un sentiment, bien naturel lui aussi : l'horreur profonde de ses dirigeants. » C'est ainsi que commence le chapitre 41. Et cette horreur du communisme, des millions de soldats la partagent. Et ils la traduisirent dans les faits, en mettant bas les armes, ou en les portant contre leurs chefs.

L'armée soviétique est une armée coloniale par excellence. C'est une armée multinationale, la dernière de notre XXème siècle finissant, composée pour moitié de non-russes, membres de nations opprimées. Le gros de l'Armée Rouge, formé de gens appartenant aux couches sociales exploitées et à des nations dépouillées de leurs droits, ne souhaite rien de bon au régime. Et l'opposition au régime, fruit de l'idée nationale, a même fini par se nicher dans la milice et dans les troupes du KGB.

A la suite d'un voyage qu'il fit en 1976 à travers les Pays Baltes, *Rudolph Chimelli*, correspondant à Moscou de la « *Süddeutsche Zeitung* », écrit à propos de la Lettonie :

« Depuis la fin de la guerre, il n'existe plus dans l'Armée Rouge de formations purement lettonnes. Les recrues originaires de Lettonie sont soigneusement expédiées aux quatre coins de l'Union Soviétique, et intégrées à des unités en majorité composées de Russes. Soldat, le Letton est en minorité dans son régiment. Citoyen, il l'est dans la capitale de sa République Populaire. » (SDZ, 25.11.76).

Cette méthode du saupoudrage, le haut commandement russe l'utilise aussi pour les autres nationalités : Géorgiens, Lithuaniens, Arméniens, Azerbaïdjanais, Bouriates de Mongolie, Carélo-Finnois, Esthoniens Nord-Caucasiens, Allemands et Juifs.

Parmi les non-russes, précisons que trois groupes totalisent près de 90 millions d'hommes : ce sont les Blancs-Ruthènes, les Turkmènes et les Ukrainiens.

La situation est explosive.

Fritz ZORNDORF

(Traduit par Buxière d'Aillac)

L'Enigme Démocratique

Dans un ancien texte, retrouvé au hasard des lectures, on relève ceci :

« Il convient que le futur citoyen croisse dès sa tendre enfance dans l'admiration de l'époque et du régime où il a eu le privilège de naître. Le présent est glorifié et avec lui les progrès que nous devons à la démocratie, tandis que le passé est présenté sous un jour défavorable ou faux...

« Car c'est vraiment une philosophie, une conception de la vie, que représente la démocratie. L'individu roi et dieu, c'est la déification de l'individu, l'affaiblissement de la religion chrétienne par la religion de l'Idéal, du Beau, de l'Humanité, de la Solidarité, de la Liberté, l'ébranlement de la morale chrétienne par la morale laïque et maçonnique sans dogme ni sanction, c'est la révolte et l'orgueil par l'exaltation des droits individuels, en un mot, c'est l'individualisme : la libération du mal au sein de l'homme. »

S'ensuivent des conséquences inévitables :

« On déplore le progrès des idées révolutionnaires, le relâchement des mœurs, la confusion des valeurs sociales et morales, l'affaiblissement du raisonnement et de la logique, la décadence générale de la culture : phénomènes naturels. Ils sont les fruits de la démocratie, dont les principes introduisent l'erreur et le désordre dans les esprits et dans la cité. »

Ces citations sont extraites d'une étude de la revue suisse « *Ordre et Tradition* », dans un numéro portant la date d'avril 1928.

Date significative, qui montre que, déjà, alors, la démocratie était sévèrement jugée, jusque sur les bords du Léman (« *Ordre et Tradition* » paraissait à Lausanne). Sans doute y avait-il à Genève la fameuse S. d. N., création des

Loges pour répandre la morale laïque et les idées révolutionnaires, mais on était pourtant loin, encore, de l'aberrant suffrage universel, du « un homme = un vote », de la fameuse « règle de la majorité » et, en définitive, du triomphe mondial du démocratisme. Le président Woodrow Wilson, l'inspirateur de la S. d. N. après avoir précipité son pays dans la guerre « pour rendre le monde sûr pour la démocratie », avait même été désavoué aux Etats-Unis.

Aujourd'hui ? « Il est peu de mots qui bénéficient de pareille unanimité ». remarque Thierry Maulnier à propos de l'un d'eux, qui est évidemment « démocratie ». « Unanimité telle qu'elle le rend presque suspect. » Pour le moins ! « Elle semble se faire sur le son plutôt que sur le sens. Tous les individus sont démocrates, toutes les nations sont démocratiques ». Qu'il s'agisse, en effet, de l'URSS (parti unique et Goulag pour récalcitrants), du Barbu de La Havane, de M. Giscard, des potentats nègres d'Afrique, de la Chine rouge, du président Carter, du roi d'Espagne, d'un tortionnaire khmer rouge au Cambodge (membre de l'ONU) ou de n'importe qui d'autre, tout le monde est démocrate.

Ici commence l'énigme. Comment est-on parvenu à réaliser pareille unanimité universelle, pour absurde qu'elle soit ?

*
**

S'agit-il d'une nouvelle religion, mauvaise et subversive, comme l'exposait « Ordre et Tradition », ou simplement d'une vaste imposture ? Religion sans doute, et voici ce qu'en disait, il y a une dizaine d'années, le poète et auteur dramatique anglais Ronald Duncan : « il est difficile de décrire le dieu Démocratie, car même ses disciples les plus dévoués n'ont pas osé contempler son image véritable. Il est informe, et sans silhouette ; lourd, mais sans substance. Entièrement privé de tête. Aveugle, et pourtant perceptif à tout ce qui vient de l'arrière-train. Sourd à toute chose, sauf aux bruits du vent qui lui passe à travers. Privé d'yeux, il voit à travers les pores de sa peau ; sans bouche, il peut seulement parler avec son anus. »

Imposture aussi, assurément. Quand le président Giscard déclare que « les Français aspirent à une société plus juste, plus égale et plus libre », comment compte-t-il y parvenir ? Déjà, en 1973, à l'occasion du soixante-douzième congrès socialiste anglais, il était promis « davantage d'égalité, davantage de démocratie ». Vulgaire démagogie : on eut, l'année suivante, une autre dose de totalitarisme masqué.

En réalité, une société ne peut être à la fois « plus égale et plus libre », car égalité et liberté sont antinomiques. L'égalité ne peut en effet être appliquée que de façon contraignante, au mépris de libertés reconnues et les plus élémentaires. Elle est au surplus contre nature, et l'ethnologue américain Robert Ardrey le montre bien : « Une société est un groupe d'être inégaux organisé pour faire face à des besoins communs. Dans toute espèce fondée sur la reproduction sexuelle, l'égalité des individus est une impossibilité naturelle. L'inégalité doit donc être considérée comme la première loi des structures sociales, que ce soit dans les sociétés humaines ou dans les autres. »

Ce que, sans se renier, la « religion » démocratique ne saurait admettre, étant précisément fondée sur le dogme égalitaire.

*
**

La démocratie, en outre, débouche fatalement, tôt ou tard, sur le totalitarisme. Il y a même sur ce sujet un livre fort intéressant de l'écrivain juif J. L. Talmon, intitulé « Les origines de la démocratie totalitaire » (sa thèse essentielle est que la « démocratie totalitaire » n'est pas une invention des marxistes ou des Russes, mais vient en droite ligne de Rousseau et de ses disciples).

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, « mère des Parlements » et l'un des trois grands de la « croisade des démocraties » de 1941 contre le « fascisme », Robert Moss remarque dans son récent ouvrage « The Collapse of Democracy (« L'effondrement de la démocratie », sans point d'interrogation) : « D'une forme libérale, la démocratie est

maintenant très avancée sur la route qui mène à une démocratie de masses ; pour passer d'un genre de société qui apprécie les libertés individuelles à une autre, de niveleurs prêts à tuer toute entreprise privée, à punir ceux qui travaillent plus que les autres, et désapprouver toute originalité, surtout dans le domaine des idées. »

La démocratie de masses aboutit à une espèce de démocratie qui n'en est plus une, estime Robert Moss : « La religion de l'égalité, habillée en divers déguisements, qui n'est que la justification d'un gouvernement illimité. »

Qu'est-ce, pour lui, qu'une vraie démocratie ? Sûrement pas une fin en soi, un mode de vie ou un genre spécial de civilisation : mais rien d'autre qu'un mécanisme, une méthode pour décider qui exercera le pouvoir.

« Mécanisme » qui n'est que dérision et mascarade dans les pays du bloc soviétique et du magma connu sous le nom de « tiers monde » (à l'image de Haïti, avec 90 % d'illettrés).

Mais ailleurs, que vaut-il ?

Dans le cas des Etats-Unis, la plus importante « démocratie » du monde, par exemple, on constate que Jimmy Carter a obtenu la présidence grâce à la volonté d'exactly 27,5 % des voix de la nation. Ce qui, on l'avouera, est difficilement une démonstration de la validité du principe de la « majorité ».

Or, la même chose se relève en Angleterre où, en fait, aucun parti au pouvoir depuis 1935 n'y a été élu avec une majorité des voix : ni les travaillistes lors de leur « raz de marée » de 1945, ni les conservateurs lors du leur en 1959. L'actuel régime socialiste a été porté au pouvoir en 1974 avec moins de 30 % des voix.

La sacro-sainte loi du nombre est ainsi froidement bafouée, et le suffrage universel n'est qu'un leurre. A quoi l'on ajoutera cette remarque désabusée d'une simple femme du peuple, devant les candidats « au choix » lors d'une récente élection : « Ils se valent tous la même chose. C'est-à-dire pas lourd. »

Pourtant, on continue de voter, de se rendre docilement aux urnes, comme si de rien n'était. Comme si, vraiment, on allait décider qui exercera le pouvoir. Et pas seulement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, tant s'en faut. La mystification n'est nullement une exclusivité anglo-saxonne, même si la fameuse « croisade des démocraties », à l'origine du chaos actuel et du déclin de l'Occident, fut lancée par deux Anglo-Américains, Roosevelt et Churchill.

*

**

En fait, la démocratie est un système habilement trompeur qui consiste à faire entériner par le « peuple », souverain ainsi qu'on le sait, des choix d'hommes politiques et de programmes politiques dont en réalité, s'il était le moins informé, il ne voudrait nullement. Système dans lequel nationaux, anti-communistes, fascistes, racistes, antisionistes, maurrassiens, et j'en passe, sans oublier des personnalités de premier plan (et ceci, la liste est longue : Mosley, Wallace, Enoch Powell, Le Pen, Taft, Tixier-Vignancour, Goldwater, pour n'en nommer que quelques-uns) n'ont absolument aucune chance de s'imposer, ce qu'avait justement souligné en 1969, dans le « Telegraph », Anthony Lejeune : « Les voies qu'empruntent les politiciens démocratiques pour atteindre le pouvoir sont établies de telle manière qu'elles excluent les plus honnêtes et les plus compétents d'entre eux. »

D'où l'universalité triomphante d'un admirable système maniable à merci, quelles qu'en soient la coloration et la variété (démocratie « libérale », « sociale », « populaire », etc.).

Qu'on maquille parfois ce système pour lui donner une apparence d'honnêteté, cela change quoi ? George Sorel disait de la démocratie qu'elle est « un pays de cocagne pour les financiers sans scrupules » ; encore que, soyons juste, ces financiers sans scrupules se constatent aussi ailleurs, dans des pays qui n'ont pas l'ombre d'une démocratie.

Dans ceux qui s'en réclament, cependant, « les partis politiques sont obligatoirement menés par les puissants magnats cachés dans l'anonymat », ainsi que l'écrit Hitschler-Chapon dans « Sommets des sottises de notre société ».

Si l'on remarque, d'autre part, que les pays qui refusent de se « démocratiser » dans le sens où l'entendent ces magnats — hier le Portugal de Salazar, la Grèce des colonels, l'Espagne de Franco ; aujourd'hui la Rhodésie, l'Afrique du sud, le Chili, par exemple — sont immédiatement soumis à un permanent tir de barrage, avec sanctions économiques, menées subversives, avalanche de propagande mensongère par les « mass media », histoires d'atrocités inventées de toutes pièces, force est de conclure que la démocratie n'est rien d'autre qu'une arme idéale et puissante de la ploutocratie anonyme, qui l'emploie à des fins diverses, suivant les pays, les tempéraments et les latitudes.

Clé de l'énigme qui se pose au sujet de son étonnante « unanimité ».

Pierre HOFSTETTER.

POUR UNE REVISION DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

La France et l'Europe de la fin du XXème siècle abordent et affrontent les difficiles problèmes politiques et économiques de l'heure présente avec un bandeau sur les yeux. Les citoyens des nations occidentales, qui se croient maîtres du jeu par l'exercice du droit de vote, devenu symbole et générateur de la légitimité des pouvoirs, sont maintenus volontairement dans l'ignorance des causes profondes de l'état actuel d'un monde dont on se plaît à leur dire qu'il n'a jamais été aussi « dur et dangereux » ; ils vont aux urnes dans un état second, participant à la fois de l'hypnose et du rêve, sollicités par deux courants contradictoires, optimisme béat et pessimisme irrationnel, selon le climat du moment ; ils ne parviennent pas à modérer la poussée du premier, dans les jours de prospérité ascendante, ni, à l'inverse, la crue d'épouvante du second lorsqu'apparaissent les signes d'une remise possible en question des avantages matériels acquis à une époque où les progrès de la science appliquée, la liberté des échanges, la multiplication et la rapidité des transports des biens de consommation, devraient naturellement accroître le confort et les plaisirs de la vie quotidienne, de leur naissance à leur mort. Pourtant, cette oscillation du blanc au noir serait mieux comprise et, par conséquent, guérissable, si la prise de conscience des deux aspects contrastés du monde actuel procédait d'une meilleure connaissance de la vérité historique et, singulièrement, des causes exactes de l'instabilité, de l'anarchie universelle dont la propagande officielle, appuyée par l'Université marxistante et les mass-média, tente de transformer le visage terrifiant en masque éphémère d'acteur remontant péniblement, mais d'un pas assuré, l'escalier d'honneur qui mène, à l'ouest comme à l'est, de l'enfer souterrain des régimes d'autorité aux belvédères somptueux de la démocratie universelle. Qui désire

voir au-delà de ce partage du monde entre deux idéologies antagonistes dont on essaye d'émousser les pointes avec le mythe de la coexistence pacifique, puis de faire converger les concepts vers le point omega d'une exploitation rationnelle des richesses minières, agricoles et énergétiques de la planète, phase supérieure d'une civilisation où s'aboliront d'elles-mêmes les contradictions actuelles du capitalisme occidental et du collectivisme soviétique ?

Malheureusement, rien n'est moins certain que l'ascension du « monde dur et dangereux », avoué par les imposeurs, maîtres du pouvoir depuis la fin de la seconde guerre mondiale, vers un ciel dégagé de tous ses nuages, grâce aux miracles de lévitation prêtés aux fluides idéologiques dont « l'intelligentsia » nouvelle, qu'elle soit du reste de droite ou de gauche, compare la puissance rédemptrice à celle de l'Esprit-Saint. Contrairement à l'opinion courante, imposée par l'impitoyable mécanique des propagandes mises en œuvre par les vainqueurs de l'Allemagne nationale-socialiste, l'effondrement du Troisième Reich ne facilitait pas l'instauration d'une paix générale ; cet effondrement était, peut-être, une des conditions préalables d'une restauration d'un ordre international souhaitable, mais non une condition suffisante. La capitulation sans condition d'une nation écrasée sous les tapis de bombes, à l'ouest, et submergée par une marée humaine sur ses marches de l'est, pouvait la faire rayer de la carte politique, durant un demi-siècle, mais elle restait impuissante à harmoniser les desseins, essentiellement contradictoires, des Etats associés dans la coalition victorieuse ; elle n'apportait aucune solution positive aux vastes problèmes posés, à l'échelle planétaire, du fait de l'appropriation par les jeunes Etats d'Asie et d'Afrique des principes directeurs et du vocabulaire de l'idéologie politique incessamment proclamés et utilisés, avant et pendant les hostilités, comme fondement d'une éthique nouvelle. Or, la guerre ne pouvant être gagnée, à court ou moyen terme, que par l'accroissement de la puissance militaire russe au-delà des limites qu'une stratégie d'ensemble, plus rationnelle et plus prudente, aurait dû prescrire. L'hypothèse rassurante d'un Etat soviétique contribuant à la victoire commune unique-

ment en raison de son potentiel démographique et de l'étendue de son territoire, hypothèse si maléfiquement formulée durant la première guerre mondiale, fut totalement exclue.

Quel contraste tragique avec l'attitude des alliés de la Russie de l'année 1916, au lendemain de l'offensive victorieuse du général Broussilov ! Le contraste des attitudes prises à l'égard de la Russie tsariste et de la Russie Soviétique, a près de trente années de distance est saisissant. En 1916, l'Occident accepte le risque d'une chute du seul régime orientale qui, malgré ses contradictions internes, reste la sentinelle avancée du vieux continent aux frontières d'une Asie dont les mutations restent imprévisibles, assuré, par la quasi-certitude d'une intervention américaine, d'une victoire militaire sur les fronts de France et d'Italie, à plus ou moins long terme ; et, lorsque la révolution d'Octobre 17 livre la Russie aux démons de la révolution planétaire, il n'oppose à la trahison de Brest-Litowsk que des regrets oratoires ; puis, au lendemain de la défaite allemande, consommée en novembre 1918, il répudie tout projet d'envergure capable d'écraser le bolchevisme dans l'œuf. A l'inverse, il utilise, pendant la seconde guerre mondiale, tous les moyens en son pouvoir, capacité illimitée de la puissance industrielle des U. S. A., du Canada, liberté des voies de communication garantie par sa supériorité incontestable dans le domaine maritime et aérien, contrôle mondiale des matières premières, pour fournir la Russie en armements, en denrées alimentaires et lui permettre ainsi, grâce à son hinterland insaisissable, de colmater les brèches, d'arrêter l'offensive allemande à Stalingrad et de reprendre à l'est l'initiative des opérations.

Les conséquences de cette stratégie d'ensemble se trouvent concrétisée dans les décisions prises à la Conférence de Yalta qui réunit, dans une ville de Crimée, les trois grands chefs alliés, Roosevelt, Churchill et Staline, du 4 au 11 février 1945. Quelques jours à peine suffirent à consacrer le rôle moralisateur joué par la Russie durant la guerre et à rompre définitivement avec le concept d'aide passive qui, lors du premier conflit, avait triomphé secrètement dans les conseils de la coalition libérale, quitte à utiliser, sans

souci des sacrifices humains et financiers, le seul potentiel industriel et militaire des nations engagées sur le front occidental. En ce commencement d'année, l'Allemagne n'a pas encore mis bas les armes et le Japon conserve les avantages de son insularité ; mais les deux forteresses sont définitivement assiégées, encerclées, avec une efficacité telle que leurs dirigeants sont à même de prendre conscience de leur écrasement inéluctable ; il ne reste qu'une inconnue, la date exacte de cet effondrement. Tout est encore possible aux gouvernements anglo-saxons du « Pacte de l'Atlantique » dans le choix des moyens d'achèvement du conflit : soit accroître leur dette à l'égard de la Russie soviétique dans la contribution personnelle de chacune des nations coalisées à la victoire militaire, avec toutes les conséquences politiques, immédiates et futures de cette décision, soit reconnaître à l'ennemi du moment, à l'Allemagne libérée de la dictature hitlérienne, au Japon traditionnellement hostile au réveil des forces obscures dont la résultante s'avère plus clairement de jour en jour, en Asie continentale, comme l'accélérateur le plus énergique de l'anarchie dans le tiers-monde, cette mission de sentinelle, aux confins des marches occidentales et orientales du monde libre, qu'une guerre provoquée par des raisons strictement idéologiques leur a fait renier orgueilleusement. La conférence de Yalta trancha définitivement les liens qui eussent été capables de retenir le vaisseau, pour une période de réflexion de son équipage, dans les eaux tranquilles de cet Occident que prétendaient représenter l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, avant de lui faire affronter la mer des Tempêtes.

Sous prétexte d'abréger le temps des opérations militaires, d'anéantir la puissance offensive allemande et l'impérialisme naval du Japon dans l'Océan Pacifique, Roosevelt et Churchill sollicitèrent de la Russie soviétique l'accélération de sa marche vers Berlin, en Europe, et sa collaboration dans l'éviction des armées nipponnes de l'Asie continentale. Et, là comme en Europe, fut adoptée une politique générale exactement contraire à celle de l'Angleterre et de l'Amérique en 1905, lors du conflit russo-japonais et à celle de 1916, au cours de la première guerre mondiale, avec la

certitude des conséquences politiques ultérieures d'un tel pacte de solidarité, expressément renouvelé aux dernières heures d'une bataille dont l'issue ne faisait plus de doute au plan stratégique. Aucune des excuses invoquées par les responsables de cette métamorphose cynique de l'U. R. S. S. de boute-feu révolutionnaire en artisan insoupçonné d'une paix mondiale, ne doit pas être retenue comme élément absolu de la faute commise ; il n'en est pas une seule, en effet, qui permette de remettre cet irrémissible péché contre l'esprit.

« Toute victoire militaire s'abolit d'elle-même si l'état politique qui lui fait suite ne correspond pas à l'intérêt général des nations qui en sont les bénéficiaires ». Cette paraphrase du titre d'une célèbre brochure de Bonald, parue lors de l'ouverture du Congrès de Vienne, en 1815, s'applique à la majorité des traités de paix signés par les belligérants, durant le XIX^{ème} siècle et fulgure, au XX^{ème}, quand on a le courage et l'intelligence de juger les traités de 1919-1921, à la lumière qu'elle émet. Il en est de même, à plus forte raison, de la victoire de 1944-45. Les guerres froides ou sanglantes qui la suivirent en démontrent l'inanité. A moins de faire l'aveu des motivations purement idéologiques de la déclaration de guerre à l'Allemagne hitlérienne, en septembre 1939, on se perd dans la forêt de l'irrationnel et du merveilleux, sans même y respirer les senteurs des tilleuls auxquelles Henri Heine attribuait, à l'orée de la sienne, le pouvoir magique de raffermir la marche du voyageur. Puis, pour masquer l'échec des initiatives politiques du siècle tout entier, faisant suite à ceux de l'ère précédente, l'intelligentsia progressiste des nations d'Occident, dans un élan unanime, a cru dégager ses responsabilités propres en invoquant religieusement un « certain sens de l'histoire, absolument irréversible », expliquant les phénomènes de dégradation accélérée de l'influence politique et économique des vieilles nations par le travail de gestion d'un monde nouveau dont la naissance doit, aux approches de l'an 2000, apporter aux hommes de bonne volonté la promesse d'un Evangile, accepté de tous les peuples comme une Somme complémentaire et décisive du Nouveau Testament. Ce mes-

sianisme explique l'autorité des régimes démocratiques installés, en 1945, sur les ruines de la vieille Europe, la mansuétude coupable des U. S. A. à l'égard de l'expansionnisme de la Russie soviétique, la décolonisation sauvage de l'Afrique et de l'Asie, l'anarchie sud-américaine, l'accession de la Chine à l'état de troisième puissance mondiale et, surtout, l'aveuglement de la France et de la Grande-Bretagne quant au rôle d'arbitre et de médiateur qu'elles prétendent encore exercer sur les destinées du monde.

Que les usurpateurs conscients ou inconscients d'un pouvoir qui, au sommet des Etats de l'Europe résiduelle, leur a été offert sur un plat d'argent ou d'or, par des mouvements de foules résignées ou délirantes, passe encore. Mais, qu'après trente années d'exercices médiocre ou captieux de l'autorité suprême, ces usurpateurs fassent toujours figure de grands prêtres d'un culte politique, économique et social dont les méfaits s'inscrivent en lettres de feu sur les murs de leurs palais et de leurs temples, il y a là matière à scandale d'abord, puis à méditation incessante. On ne percera le mystère de ce paradoxe, à première vue cuirassé de l'airain triple d'Horace, qu'en sondant la profondeur du gouffre d'ignorance historique au fond duquel nos malheureux contemporains sont tombés pour une part, et, pour l'autre part, qu'en mesurant l'épaisseur des croûtes idéologiques qui s'est formée, depuis maintenant plus de trois siècles, sur les premières blessures de l'intelligence occidentale, sans laisser prévoir aucun signe de guérison. Bien au contraire, le troisième quart du XXème siècle n'a fait qu'en renforcer la purulence cachée, les acquits d'une civilisation millénaire sont remis en cause ; ils sont d'autant plus moqués qu'une prospérité matérielle, essentiellement dûe au innombrables applications pratiques du progrès des sciences, éclipse leurs lumières directrices ; il semble qu'ils ne président plus, étoiles souveraines, à la marche de la caravane humaine, sur le sable d'un désert dont elle pense maîtriser les embûches à force de multiplier les armes de défense et d'attaque dans l'arsenal de ses inventions, dans la foulée de ses connaissances et de ses techniques. Mais, dès que se révèle un décalage, même temporaire, de la marche du progrès

matériel et de celle de ses incidences immédiates sur les conditions de vie, la révolte gronde, les groupes de pression l'entretiennent et l'exaspèrent jusqu'au point de rupture, en accusant les hommes et les dieux.

Il semble que nous sommes entrés, depuis quelques années, dans une ère où les signes de ce décalage se multiplient ; la décolonisation a privé les nations industrialisées de l'Europe occidentale de la plupart des matières premières indispensables, en particulier du pétrole ; durant une vingtaine d'années, cette reprise de la propriété légitime des produits de leur sol par les nouveaux Etats successeurs des nations colonisatrices ne s'est pas fait sentir, au plan économique, parce que, dans l'euphorie d'une indépendance reconquise, l'Asie et l'Afrique acceptaient un nouveau colonialisme financier et marchand dont personne n'osait prononcer le nom. C'est sur lui que comptaient les détenteurs des techniques industrielles pour procéder aux métamorphoses des vieilles sociétés, et, singulièrement, au passage de l'ère rurale à l'ère urbaine, dont les initiés attendaient les effets esclavagistes sur l'orientation culturelle des masses rassemblées autour de leurs centres de travail quotidien.

Il ne pouvait s'en suivre qu'un rétrécissement de l'horizon intellectuel des hommes et des femmes parqués dans ces enceintes de pierre ou de béton, quel que fût le degré d'instruction auquel ces collectivités pussent prétendre accéder du fait de la proximité des lycées et des collèges, multipliés en hâte autour des villes nouvelles. Les innombrables réformes de l'enseignement, l'occupation des chaires du secondaire et du supérieur par l'intelligentsia de gauche achevèrent l'œuvre de décérébration entreprise, au point idéal défini par ses maîtres d'œuvre, c'est-à-dire l'ignorance totale du processus historique qui devait aboutir fatalement à l'impasse qui ne laisse de choix qu'entre la révolte ou la soumission.

Il avait été possible d'espérer, au début du XXème siècle, que la miraculeuse remise à jour de l'idée contre-révolutionnaire, du dessein grandiose illustré par les Rivarol, les Bonald, les Joseph de Maistre les Balzac, les Blanc de Saint-Bonnet, les Taine, les Paul Bourget et par leurs pairs, grâce à l'école d'Action Française, animée par la pensée de

Charles Maurras, triompherait, en France d'abord, puis en Europe, du messianisme libéral et démocratique, avant que l'Occident tout entier se précipitât dans une guerre dont l'issue tragique et les suites suicidaires apparaissaient comme fatales aux esprits capables de dépasser le cadre étroit des causes immédiates du conflit. Il est vraisemblable que l'appel ardent et angoissé de Charles Maurras au coup de force libérateur, lancé en 1909 à l'élite des corps constitués de la nation française, s'expliquait par la prise de conscience du bref espace de temps dont disposait encore la réaction salvatrice pour assainir l'atmosphère politique et sociale, corrompue par les miasmes des hérésies religieuses et intellectuelles qui pesaient sur le destin du vieux monde, depuis les premières années du XVI^{ème} siècle, puis transmues en vapeurs mortelles par le souffle brûlant de 1793.

L'accélération maléfique des événements, de la crise bosniaque de 1908 à l'affrontement décisif des Germains et des Slaves, sur le cours moyen du Danube et dans les Balkans, ne permit pas aux grains des idées confiées aux labours obstinés de douze années d'ardent labeur, de germer et de mûrir. La vocation d'apostolat à l'échelle planétaire qui se lisait en filigrane sur les pages écrites par Charles Maurras dans ses articles et dans ses livres, depuis « les Monod peints par eux-mêmes » et le « Dilemme de Marc Sangnier » jusqu'à son « Kiel et Tanger » et son « Action Française et la religion catholique » s'en ressentit et dut consacrer l'essentiel de sa force et de sa puissance à la défense quotidienne de la survie d'une France menacée sur ses frontières et trahie par des alliés qu'elle avait sauvés du désastre militaire en assumant, durant quatre ans, au prix du sacrifice total de la génération dont les yeux s'étaient ouverts à la lumière, la garde d'un front de combat de quatre cents kilomètres, du Pas-de-Calais aux frontières de la Suisse. Maurras s'est expliqué là-dessus dans son opuscule intitulé : « le regret de Jean-Marc Bernard » écrit au mois d'avril 1921 : « Avant 1914, couvait un vaste renouveau, « médité, voulu, organique, où le meilleur de la raison et de « la sensibilité eût donné et régné. Comment dire le tort « que s'est fait le monde en le laissant anéantir. Et com- « ment expliquer que le mouvement auquel nous assistons.

« plus vigoureux en un sens, fort, comme nourri de tous
 « les dévouements qui sauvèrent la France, court néanmoins
 « le risque d'être moins sûr et de subir, de-ci et de-là, des
 « ralentissements, des retards, des phases incertaines et
 « tâtonnantes, faute de guide élu et né qui lui eût particu-
 « lièrement convenu ? ».

Cependant, il ne prévoyait pas le pire, en cette année qui était encore proche de la victoire, de cette victoire rendue inutile ou stérile par le canal de son utilisation au profit des idéologies libérales, démocratiques et socialistes, maîtresses du Congrès de la Paix de 1919. Les acquis positifs que l'on pouvait et devait attendre d'elle s'évanouirent, de-rechef, en fumée, dissimulant au regard les intrigues et les desseins secrets des lobbies anglais, américains et de leurs auxiliaires français. Aucune des colonnes sur lesquelles on avait été en droit de compter pour s'opposer à ce jeu subtil ou cynique, en soutenant le toit d'un édifice politique d'architecture novatrice, conçu selon les lois de l'expérience historique, la seule expérience qui évite le renouvellement des erreurs commises dans l'exercice du pouvoir, n'avait résisté à pareil ébranlement. Et, vingt-cinq années plus tard, les responsables de l'état de choses engendré par les traités de 1919, réussirent à frapper d'interdire les hommes et les idées qui avaient tenté de sauver ce qui pouvait l'être, au centre et en marge de l'universelle démission.

L'atroce tragédie de la seconde guerre mondiale s'est terminée par l'avènement d'un monde secoué par toutes les tempêtes de l'absurde et de l'irrationnel ; mais dans la nuit profonde qu'elle fait régner sur la planète, une petite lumière subsiste, celle qui permet d'apercevoir, malgré la densité des ombres, une Europe occidentale libérée de ses procès de bornage et consciente de son unité. C'est à partir de ce fragile espoir d'une réconciliation des nations qui la composent que nous faisons, malgré tout, confiance à l'avenir. Mais, cette confiance repose sur un accord préalable portant un regard semblable sur quatre siècles d'histoire. Essayons ensemble de lui donner la coloration nécessaire à la réalisation d'une unité de vue et, bien entendu, d'action.

Eugène ROUVELLOU.

1787 : Naissance du Fédéralisme Américain

« On ne fait pas le droit, il se fait. »

G. Le Bon

Etats... désunis

Après Yorktown, après avoir gagné la guerre, il fallut aux Américains gagner la paix, et celle-ci ne pouvait s'établir que si un mode de gouvernement ayant l'approbation de tous était trouvé. Passée l'ivresse de la victoire sur les Anglais, la jeune nation parut devoir basculer à court terme dans le désordre et la désunion ; le Congrès qui avait déjà eu beaucoup de mal à organiser la lutte sembla impuissant à organiser la vie en commun des ex-colonies. Le type de gouvernement mis sur pied était fédéral ; il se révéla rapidement incapable de gouverner par le fait qu'il était soumis, de par sa nature, à la loi de l'unanimité. Alors la situation empira rapidement : les dettes accumulées pendant la guerre d'indépendance, les difficultés mises pour respecter les traités signés, les dépenses qui augmentaient sans cesse alors que la monnaie se dépréciait pareillement, l'armée désorganisée marchant sur la capitale, Philadelphie, etc... firent que la Confédération apparut aux yeux de nombreux Américains comme le moyen le plus sûr de conduire le pays à la ruine totale, donc à une reprise en mains de la part de Londres.

Quatre années (1783-1787) se passèrent ainsi, années critiques durant lesquelles s'estompait de plus en plus l'espoir de voir enfin naître des Etats qui fussent unis. Fort heureusement en dehors des instances officielles — du Congrès en particulier — quelques bonnes volontés se réunirent sous l'égide de George Washington, le plus illustre de tous les anciens *Insurgents*. Le résultat de cette action parallèle fut que le 25 Mai 1787, cinquante-cinq délégués venus de tous

les Etats — sauf le Rhode-Island — se réunirent à Philadelphie afin de trouver des solutions susceptibles de faire cesser l'anarchie, et de rendre le pays gouvernable (1).

On sait que la Convention (2) siégea du 25 Mai au 15 Septembre 1787, et qu'un texte concis et clair de 4.000 mots en sortit : la Constitution fédérale des Etats-Unis d'Amérique qui, pendant cent quatre-vingt dix années, n'allait subir que vingt-deux (3) amendements. Un beau travail ! Sa ratification par tous les Etats demandera encore deux ans, jusqu'à ce qu'en Mars 1789, G. Washington soit élu premier président des Etats-Unis.

Une jeunesse tumultueuse

Un texte était là, un président avait été élu, mais il allait falloir près d'un siècle pour véritablement accorder ce texte avec la pratique, faire des habitants des Etats, des Américains, c'est-à-dire des citoyens enfin unis sur les principes essentiels du fédéralisme. Mais que de crises et de conflits durant ces soixante-douze années qui séparent l'élection de G. Washington du début de la guerre de Sécession ! Il nous faut insister sur cette période de l'histoire américaine pour tenter de mieux expliquer ce qui, à nous Français en particulier paraît inexplicable : l'existence d'une nation — qui est aussi un sous-continent — composée de cinquante Etats fédérés avec, chacun, leurs lois, leurs privilèges, *et qui ne sont pas tenus de se ranger obligatoirement à l'avis de la Maison-Blanche* (du Congrès fédéral, de la Cour Suprême, etc...).

Il a toujours existé aux Etats-Unis des courants centrifuges : en tout premier lieu, et avant 1787, celui des Etats pour eux-mêmes dans une confédération soumise à l'unanimité ; après 1787, sur le plan fédéral, le pouvoir central cherchant fréquemment à réduire les droits des Etats à son profit ; en parallèle, les Etats défendant ces mêmes droits contre le pouvoir central. Ces tendances figurent dans l'esprit de la Constitution, et c'est ce qui rend incompréhensible certaines décisions américaines à notre entendement de citoyens d'un Etat centralisé à l'extrême.

Dès 1805 — complots d'Aaron Burr — la rébellion s'allume inaugurant une longue suite d'actions menées pour une plus large indépendance des Etats — entre 1850 et 1860, le Rhode-Island, la Californie et l'Utah — mais c'est du sud que devait venir la plus forte résistance au pouvoir central. A l'origine de la république américaine, on décèle la quasi-omniprésence de Virginiens (donc de sudistes) à la Maison-Blanche, ce qui eut pour effet d'irriter vivement la Nouvelle-Angleterre qui n'avait pu « intercaler » que les deux Adams entre 1789 et 1828 ; la guerre de 1812 (appelée seconde guerre d'indépendance) contre l'Angleterre, guerre très impopulaire dans le Nord-Est, le protectionnisme qui y fit suite, n'arragèrent pas les choses entre les *new-englanders*, d'une part, et les planteurs sudistes, d'autre part. Le tarif de 1816 fut combattu par les premiers et approuvé par les seconds. En 1828, l'optique ayant entre temps changé, les Etats du Sud revinrent au libre-échange et dénoncèrent le « tarif des abominations ». A tout cela se greffait un autre problème : celui de l'esclavage, condition première de prospérité pour le Sud, condition très secondaire pour le Nord-Est, sauf, naturellement, pour les armateurs qui importaient le « bois d'ébène ».

Sous la présidence de James Monroe en 1820 avait été signé le compromis du Missouri aux termes duquel ne pouvait entrer dans l'Union un nouvel Etat esclavagiste que si on y admettait un Etat non-esclavagiste — le terme abolitionniste était encore à cette date, prématuré. Les conflits larvés allaient se succéder jusqu'en 1861, jusqu'à ce qu'éclate la guerre entre le Nord et le Sud sous le fallacieux prétexte de la libération des esclaves, fallacieux car il s'agissait, surtout, de régler pour le Nord deux problèmes urgents : primo, la concurrence économique-politique du Sud, secundo, d'empêcher le Sud de quitter l'Union car, en bonne logique, si la sécession devait réellement se produire, c'est en concurrent « étranger » que se serait alors transformé le *Deep South*, exemple qui aurait pu inciter d'autres Etats à faire de même. Le sort des noirs travaillant dans les plantations n'allait servir, en fait, que de prétexte. Bien sûr, avec la victoire du Nord en 1865, l'Union fut sauvée, mais Appo-

matos sanctionnait surtout le fait que le Sud serait désormais contraint de subir la loi du vainqueur, un vainqueur qui était également un concurrent.

Naissance des partis

Nul parmi les Pères Fondateurs n'aurait pu imaginer que la postérité allait inventer un système politique qui, à côté de l'esprit de turbulence de certains Etats, compliquerait la mise en pratique des institutions. Nous voulons parler de la création des partis politiques dont l'origine se trouve, en fait, dans les divergences nées lors de l'élaboration du texte de 1787, et ce malgré la promulgation du *Bill of rights* (Déclaration des Droits) en 1791.

Après 1789, naissent deux tendances contraires, la première, démocratique et la seconde anti-démocratique ; le clivage réel se situe autour du principe fédéral selon qu'il doit, ou non, être renforcé. Les Fédéralistes — pro-anglaises et anti-démocrates pensent qu'un pouvoir central fort est nécessaire tandis que les Républicains — pro-démocrates et anglophobes — voient plutôt le pays évoluer vers une sorte d'Arcadie moderne assez proche de J. J. Rousseau ; ils se méfient du pouvoir fédéral au titre d'instrument du despotisme et, au contraire des Fédéralistes, se déclarent pour un contrôle vigilant de la part des Etats de l'Union sur ledit pouvoir. Ces deux partis figurent bien les contradictions constitutionnelles américaines et la difficulté pour les institutions qui en sont issues de pouvoir régir la nation comme l'est déjà la France à l'époque : un pays unifié depuis longtemps et qui obéit au pouvoir central.

Les deux chefs de ce bipartisme politique autant que philosophique sont Alexander Hamilton pour les Fédéralistes, et Thomas Jefferson pour les Républicains, c'est-à-dire un homme de l'Etat de New-York et un Virginien ; leurs héritiers directs se nommeront, respectivement, Andrew Jackson et John Calooun tous deux — paradoxalement — sudistes de la Caroline, mais adversaires politiques au-delà des images d'Epinal que feront naître les événements ultérieurs.

Le grand paradoxe — encore un ! — de la vie politique américaine relative à cette lutte pouvoir central — Etats est illustré par le fait que ce sont les héritiers spirituels de Jefferson qui réaliseront le programme défendu par Hamilton car les Républicains de cette époque sont devenus aujourd'hui des Démocrates, et les Fédéralistes, des néo-Républicains. Le *New-Deal* de F. D. Roosevelt en cristallisant les deux tendances, les fixera dans les formes que nous leur connaissons encore.

Conclusion

Notre première réaction, à nous Français, devant le spectacle de cette lutte séculaire — lutte qui était encore en vedette durant la récente campagne présidentielle de 1976 — est ironique ou méprisante ; de toutes façons, elle est mâtinée d'incompréhension ou d'ignorance. Comment une telle puissance s'embarrasse-t-elle encore et toujours de ce genre de « guéguerre » d'un autre temps ? La réponse est simple : il s'agit, pour les Américains, du fondement de leurs libertés. Alors que chez nous tout citoyen, de Nice à Dunkerque et de Brest à Colmar, est contraint de respecter la même loi, le sentiment de liberté par rapport aux institutions ne peut être qu'abstrait ; aux Etats-Unis, ce sentiment est resté quelque chose de tangible qui doit s'exprimer dans la vie quotidienne — « terre-à-terre » disent les américanophones ! La différence est grande. Un Etat américain peut, légalement, s'opposer à Washington s'il estime que ses intérêts sont lésés. En France, et malgré la politique de « régionalisation », ni la Provence - Côte d'Azur, le Berry ou le département d'Indre-et-Loire ne pourraient tenir tête à Paris. Aux Etats-Unis, la source du pouvoir est double, en France, elle est unique (et indivisible).

Ce qui s'est produit durant l'affaire du *Concorde* pourrait, demain, se produire à nouveau si, par exemple, Washington décidait d'importer du lait et du beurre de Normandie ou des Charentes et voulait contraindre l'Etat du Vermont — où il y a autant de vaches laitières que d'habitants : 450.000 ! — à en écouler une partie. Le Vermont réu-

nirait alors son Congrès à Montpelier — avec un seul l — sa capitale, et un vote interdirait l'entrée aux produits français. Non seulement Washington ne pourrait rien faire contre le Vermont (un Etat minuscule cependant), mais celui-ci pourrait lever une ligue des autres Etats producteurs de beurre et de lait, faire pression sur le Sénat et la Chambre des Représentants au niveau fédéral, et infléchir, ainsi, la politique d'importation décidée par la Maison-Blanche ! Voit-on, chez nous, la Bretagne ou la Picardie pouvoir agir de même vis-à-vis de l'Elysée ?... Tout cela est impensable ailleurs qu'aux Etats-Unis, et voilà pourquoi, peut-être, le terme de liberté — au singulier ou au pluriel — n'a pas, outre-Atlantique, la même signification qu'il a chez bon nombre de pays pour qui le Goulag demeure un but à atteindre et un exemple à imiter ?

Michel PELTIER.

(1) — Les douze Etats en question étaient : le New-Hampshire, Massachusetts, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, la Virginie, Georgie, Caroline du Nord et Caroline du Sud. Les personnalités les plus conséquentes de la Convention étaient : W. S. Johnson, A. Hamilton, B. Franklin, R. Bassett, G. Washington, J. Madison, G. Mason, H. Williamson. A noter que Thomas Jefferson alors ambassadeur en France, n'était pas présent à Philadelphie ; cette absence fut regrettée car Jefferson aurait certainement combattu les thèses centralisatrices avec vigueur.

(2) — cf **Ecrits de Paris** (de Juin 1975) **1775 : Naissance d'une nation.**

(3) — Lire à ce sujet l'ouvrage de Catherine Drinker Bowen paru sous le titre (explicite) de « Miracle at Philadelphia » et, en langue française — chez Seghers — sous celui de « Le Rendez-vous de Philadelphie ».

Permanence de la guerre idéologique

Nombreux sont aujourd'hui ceux qui envisagent avec angoisse l'éventualité d'une troisième guerre mondiale. La « coexistence pacifique » et la « détente » apparaissent comme autant d'euphémismes tactiques utilisés par l'Union Soviétique dans le but d'endormir les Occidentaux. En réalité, nous ne sommes pas sortis de la guerre froide des années cinquante. Face à la menace militaire soviétique et notwithstanding les garanties offertes à l'Europe par le Pacte Atlantique, un renforcement des armées européennes s'impose de toute urgence.

Il est toutefois permis de s'interroger sur l'orientation de ce renforcement. Sans mettre en doute la nécessité d'un *renforcement quantitatif* compte tenu de la supériorité numérique des forces du Pacte de Varsovie, nous nous demandons si l'effort ne devrait pas être davantage porté sur l'aspect *qualitatif* de la question. Le premier objectif du présent article est de creuser l'idée d'un *militarisme d'élite*. Le second, étroitement lié au premier, est d'examiner dans quelle mesure la défense d'une nation est tributaire, non seulement de la puissance de son effectif militaire, mais aussi de la propagation de *l'esprit militaire* dans toute la population civile.

Il ne faut pas remonter loin dans l'histoire pour trouver des exemples de victoires d'armées placées au départ en état d'infériorité numérique ou matérielle, mais compensant cette lacune par un entraînement technique supérieur ou une meilleure préparation morale. Le triomphe d'Israël sur les Arabes est un cas probant. Plus éloquente encore est la victoire des révolutionnaires de Mao sur les troupes nationalistes de Tchang Kaï Chek. Ces dernières étaient bien mieux équipées mais la supériorité des maoïstes résida dans

leur armement idéologique, dans la présence permanente d'un idéal motivant. C'est cette force morale et idéologique qui manque le plus aux armées européennes d'aujourd'hui, vastes troupes de traînes-savates défaitistes et rouspéteurs.

Il est vain de lutter contre le phénomène de déclin et de démoralisation des armées si l'on ne s'en prend pas à sa cause première, à savoir l'instauration du principe démocratique de la conscription obligatoire. Marquant le passage involutif du *guerrier* au *soldat*, le militarisme démocratique, dépourvu de tout idéal et teinté de mercantilisme bourgeois, est fondamentalement contraire à la conception traditionnelle de l'armée chère à tous les peuples européens, celle d'une armée de métier, d'une *armée professionnelle d'élite*. C'est la démocratisation de l'armée qui doit être tenue pour responsable de l'intrusion d'éléments subversifs, ainsi que du phénomène typiquement contemporain de l'objection de conscience.

Les objecteurs de « conscience » sont généralement des intellectuels bourgeois de gauche que leurs origines sociales et leur tournure d'esprit rendent inaptes à la vie militaire. Leurs prétendus scrupules moraux ou philosophiques ne servent qu'à masquer cette incapacité doublée, dans la plupart des cas, d'une lâcheté congénitale. L'habileté de la gauche consiste à ériger les objecteurs en martyrs de la société capitaliste et à exploiter leur attitude afin de détruire, à travers l'armée bourgeoise, toute forme de militarisme. Que les chars soviétiques entrent sans résistance dans une Europe désarmée, et son projet sera accompli. Car pendant que les intellectuels pseudo-humanistes d'Occident minent nos armées de l'intérieur, leurs dirigeants d'au-delà du rideau de fer appliquent sur une grande échelle les justes principes d'un militarisme d'élite fondé autant sur la valeur que sur le nombre, autant sur la force morale que sur la puissance matérielle, autant sur la mobilisation idéologique que sur la préparation proprement technique.

La supériorité du militarisme aristocratique traditionnel sur le système démocratique et égalitaire de la conscrip-

tion obligatoire est reflétée par l'évolution de la conception de la guerre depuis la Grèce d'Homère jusqu'à nos jours. Dans le monde traditionnel, la guerre était un art régi par des règles dont la première était l'honneur. On faisait la guerre sans haine. Les adversaires n'éprouvaient les uns pour les autres aucune inimitié personnelle. Ainsi la langue latine distingue-t-elle l'ennemi de guerre (*hostis*) de l'ennemi personnel (*inimicus*). Les combattants allaient jusqu'à communier dans une sorte de sphère supérieure : communion à la fois virile et spirituelle transcendant le plan purement physique de la lutte. Tel est le sens du célèbre mot qu'Achille prononce en tuant Hector : « *Meurs donc, Ami.* » Il y avait une véritable esthétique de la guerre. La beauté du geste l'emportait souvent sur son utilité stratégique. Dans son merveilleux livre *l'Automne du moyen âge*, Johan Huizinga cite de nombreux exemples de cette mentalité chevaleresque dont Charles le Téméraire est une des ultimes incarnations historiques alors que son adversaire Louis XI symbolise le début de l'ère de la stratégie utilitariste et du calcul hypocrite.

C'est en Prusse que se maintint le plus longtemps le militarisme d'élite. On a surnommé la Prusse « La Rome du Nord » parce que la discipline et la tenue de son armée rappelaient celles des légions romaines considérées par beaucoup comme un modèle de militarisme aristocratique. Avec la démocratisation des armées, la belle guerre de jadis devient une boucherie collective. Les massacres des populations civiles deviennent monnaie courante, monstruosité impensable dans le monde médiéval où les nobles faisaient la guerre entre eux, sans y mêler le petit peuple, les femmes, les vieillards et les enfants, mais en assurant au contraire leur protection dans l'enceinte des châteaux-forts. Aussi est-on en droit de se demander : qui sont les barbares ?, question que feraient bien de se poser les professeurs d'histoire récitant par cœur leur manuel marxiste devant d'innocents élèves persuadés que le moyen âge fut une époque d'« obscurantisme » et que la civilisation commence en 1789. Savamment attisée par de criminels démagogues, la haine politique défigure la guerre moderne qui n'est même plus le

résultat d'un légitime réflexe de défense patriotique, mais s'apparente à un vaste défoulement collectif de sauvagerie bestiale où l'idéologie sert d'alibi et où tous les coups sont permis.

La seconde guerre mondiale fut par excellence un conflit idéologique. Sortie victorieuse du débat, l'Union soviétique n'a cependant pas encore assouvi son besoin impérialiste. Déjà maîtresse de la moitié orientale de notre continent, il lui faut l'Europe entière. Dans ce but, elle entretient dans les pays occidentaux une atmosphère de contestation permanente, non seulement au sein de l'armée, mais aussi par le noyautage de l'enseignement à tous les niveaux, la subversion dans les arts et les lettres, le terrorisme intellectuel, l'encouragement des jeunes à se révolter contre leurs parents et leurs maîtres, la séduction des masses laborieuses par le fallacieux mythe de la « lutte des classes », le rallumage incessant de la psychose revendicative, l'inversion systématique des valeurs morales, la promotion de la pornographie et de la toxicomanie, le mensonge de la libération sexuelle, le détournement de la femme de sa vraie nature et, *last but not least*, l'infiltration dans l'ultime bastion du traditionalisme occidental que constitue l'Eglise catholique. Militairement, la guerre est finie depuis plus de trente ans. Idéologiquement, elle continue en permanence, plus brûlante que jamais, sur tous les fronts de la vie et de la pensée.

Autant est nécessaire le renforcement qualitatif et quantitatif de nos armées, autant s'impose, dans les pays occidentaux, la nécessité de promouvoir l'idéal du *citoyen-soldat*, ou, mieux encore, du *citoyen-guerrier*, à condition de donner à cette dernière expression une signification spirituelle. Il ne s'agit pas de mettre un fusil entre les mains de tout un chacun. Il s'agit d'inculquer à la masse l'esprit militaire, de l'éduquer dans le respect des valeurs qui ont fait la gloire des guerriers de jadis : sens de l'honneur et du sacrifice, aptitude à se battre pour un idéal, courage désintéressé, discipline librement consentie, autorité légitime, obéissance active, virilité morale, sens des rapports clairs, francs et directs d'homme à homme.

Se battre pour un idéal, certes. Encore faut-il que cet idéal existe. La société bourgeoise n'a malheureusement pas grand'chose à opposer au raz-de-marée de la subversion marxiste. Pour imposer ses pseudo-valeurs, elle se retranche le plus souvent derrière l'impératif catégorique kantien. A l'objecteur de conscience, elle oppose un « *tu dois* faire ton service militaire » sans préciser au nom de quel idéal le milicien de la société capitaliste est appelé à se servir de son arme. Le philosophe italien Julius Evola observe justement que le militarisme démocratico-bourgeois substitue à un droit d'élite — le traditionnel *droit aux armes* — un devoir sans contenu. On pourrait faire un raisonnement parallèle pour d'autres domaines que le domaine militaire. La vacuité de l'impératif catégorique est la principale caractéristique de la morale bourgeoise d'inspiration kantienne.

Pour arracher l'homme occidental à sa dérégulation morale, il faut le faire retourner aux sources vives de sa tradition. Pour combler le vide de son existence, il faut recréer une *éthique héroïque* à base de *virilité spirituelle*. La dissolution des institutions bourgeoises et la menace de l'impérialisme rouge postulent en Europe une *nouvelle renaissance*, un nouvel appareil intellectuel capable de faire face à l'obscurantisme marxiste, de nouvelles valeurs esthétiques et morales aussi éloignées du culte gauchiste de l'anti-héros que du relâchement permissif occasionné par l'accroissement d'un confort matériel générateur de laxisme. L'héroïsme du nouvel homme européen qui demande à naître ne sera pas celui des « durs » des westerns américains ou des « grands séducteurs » du spectacle. Ces témoignages paradeurs d'une virilité limitée au plan musculaire ou sexuel ne sont que la contre-partie trompeuse d'un amollissement collectif au plan de l'esprit et d'un affaissement général de la volonté. Contre ces tristes résultats de la société de consommation, il convient de lutter avec autant d'énergie que contre les menées subversives du marxisme.

Ce n'est que nantis d'une idéologie nouvelle puisant dans leur tradition que les Européens seront prêts pour la guerre des esprits. En attendant que le réarmement idéologique soit réalisé — ce qui ne saurait se faire du jour au

lendemain —, il appartient à une minorité d'Européens lucides de jouer le rôle d'éclaireurs, de mener un combat d'avant-garde, d'instaurer une *guerilla des idées* qui soit le prélude à une grande *révolution culturelle antimarxiste*. Que cette élite ne perde plus son temps à spéculer sur *la guerre militaire que l'Union soviétique pourrait nous faire*. Qu'elle riposte plutôt sans tarder à *la guerre idéologique que l'Union soviétique nous fait* en permanence, par l'entremise de ses larbins disséminés dans la presse et dans l'enseignement. La tâche de cette élite est d'organiser la *résistance occidentale* contre les *collaborateurs* du communisme qui sévissent dans les journaux, à la radio, à la télévision, dans les écoles, les universités et même les églises. Son devoir est d'amorcer la lutte contre *l'occupation* des esprits occidentaux par une idéologie matérialiste et égalitaire opposée à la spécificité de notre tradition.

Daniel COLOGNE.

Au dossier de l'histoire de la Résistance

Entretien avec Dominique Venner

au sujet de son dernier livre, *Les Armes de la Résistance*

Dominique Venner avait neuf ans à la fin de l'Occupation. Il fut donc étranger aux conflits de cette époque. Néanmoins, il vient de publier aux Editions de la Pensée Moderne un ouvrage consacré aux ARMES DE LA RESISTANCE (*). C'est un livre passionnant pour qui s'intéresse à l'histoire contemporaine, politique et militaire. Le texte est accompagné de trois cents illustrations qui ajoutent à son intérêt. Mais c'est aussi une œuvre déroutante car inclassable. Dans la conversation que nous avons chez lui, en Normandie, Dominique Venner me rappelait qu'avant d'entreprendre une carrière d'écrivain, il avait connu un engagement politique actif de plusieurs années qui avait fait de lui un sceptique nullement résigné. C'est peut-être là que se trouve l'explication d'un ton très personnel où la sensibilité se dissimule derrière l'humour et le détachement apparent.

Guy LANCELOT.

(*) Dominique Venner *Les Armes de la Résistances* (Ed. Pensée Moderne - Jacques Grancher), 330 pages, 300 illustrations, 58 Frs.

G. L. — *Dominique Venner, vous avez écrit une vingtaine d'ouvrages, dont certains font autorité, je pense notamment à Baltikum, consacré à l'histoire des Corps-Francis allemands et à la naissance du National-Socialisme, ou encore au Blanc Soleil des Vaincus, l'épopée des Sudistes. Vous êtes également l'auteur d'une série de livres sur les armes. Pourquoi aujourd'hui ce volume sur les Armes de la Résistance ?*

D. V. — J'ai eu la chance d'écrire des livres sur des sujets qui m'intéressaient et j'ai toujours refusé des propositions d'éditeurs étrangères à mes goûts ou à ma curiosité. Eh bien, ma curiosité était depuis longtemps éveillée par une histoire de la Résistance qui n'eut pas été une légende dorée, mais un récit aussi proche que possible du vécu. J'imaginai qu'il avait dû se passer autre chose que dans la vérité officielle, et je n'ai pas été déçu. Cette étude, accorde une large part aux armes. Elles ont joué dans cette période un rôle qui dépasse très largement leur usage militaire. Elles furent au cœur de la plupart des conflits opposant entre eux les résistants. Elles imposèrent souvent une tactique nouvelle dans cette première grande guerre révolutionnaire que fut la Résistance en France et dans le reste de l'Europe occupée, sans parler de l'Asie.

G. L. — *Vous évoquez tout à l'heure votre curiosité pour les sujets que vous abordez...*

D. V. — Elle domine mes investigations. Chaque fois que j'écris un livre, j'entreprends un voyage prodigieusement excitant dans le temps, et je crois être un bon explorateur ayant en horreur les itinéraires jalonnés. Je voyage les yeux clairs. Ce fut le cas pour ce livre sur la Résistance. J'ai abordé le sujet avec un regard neuf, oubliant ce que je traînais avec moi d'idées reçues. J'ai interrogé un certain nombre de survivants. J'ai lu aussi un grand nombre de mémoires, de souvenirs, en faisant la part des justifications, des propos de circonstance, et des thèses contradictoires. C'est le travail initial de tout historien. J'ai pris en compte également le témoignage de ceux qui eurent à lutter contre

la Résistance. Il n'est pas concevable d'écrire l'histoire d'un conflit comme un réquisitoire ou comme un plaidoyer. Il m'importait de savoir comment les choses s'étaient réellement passées. Je crois avoir honnêtement joué le jeu. J'ai reçu depuis des lettres d'authentiques résistants comme le colonel Rémy, Henry Frenay, Jacques Soustelle ou Dominique Ponchardier, qui ne sont nullement désobligeantes.

G. L. — Qu'est-ce qui excitait particulièrement votre curiosité ou votre intérêt dans l'histoire de la Résistance ?

D. V. — Deux choses m'attiraient. Une période de crise exceptionnelle et les interdits qui en ont censuré la connaissance véritable. Dans une période d'intensité extrême, la comédie humaine s'anime. Les hommes sont poussés à des comportements inhabituels. Ils sortent de la routine où les hasards de la vie les ont boulonnés. Dans une telle période, tous les rivets sautent. Les potentialités se révèlent. Le boutiquier peut devenir un héros et le général une ganache. Les valeurs réelles sont remises à leur place. Enfin... parfois.

D'autre part, la Résistance est un sujet tabou, une image d'Épinal où l'on ne connaît que deux couleurs, le blanc pour les uns et le noir pour les autres. La vie ignore le blanc et le noir. Elle ne connaît que les nuances. C'est à l'historien de les retrouver en faisant la part de l'absurdité des choses. On découvre par exemple que le communiste Guingouin passa une bonne part de son temps à se protéger les armes à la main contre les chefs de son parti qui voulaient lui faire la peau. Cet antimilitariste enragé se découvrira d'ailleurs dans l'action une tripe terriblement guerrière. Il y prendra goût au point de ne plus pouvoir se réadapter à la vie civile. Trouver des parentés de sentiment entre Guingouin et Jacques Perret, le talent mis à part, vous avouerez que c'est croquignolet.

G. L. — Vous faites état dans votre livre des rivalités, parfois des conflits entre les différents services créés à Londres et les groupes de la Résistance armée en France.

D. V. — Oui. J'ai consacré plusieurs chapitres de ce livre au *Special Operation Executive*, ce formidable appareil de guerre subversive créé par Churchill en 1940 pour, suivant son expression, « mettre l'Europe à feu ». Cet organisme qui ne cessera de grossir jusqu'à la fin de la guerre fut l'état-major, l'arsenal et le banquier de la résistance dans toute l'Europe et en Asie du Sud-Est. Il ne pouvait fonctionner qu'en accord avec les mouvements de résistance et ces mouvements ne pouvaient rien sans lui. Pourtant des conflits constants l'opposèrent aux services secrets de la France Libre et, chose curieuse que j'ai découvert lors de mon enquête, les groupes de combat et les maquis communistes, M. O. I. ou F. T. P., furent généralement secrètes, armés par le S. O. E. de Londres, au détriment de l'Armée.

G.L. — *La tragédie du Vercors ne fut-elle pas la conséquence de ces conflits internes ?*

D. V. — Dès la création des maquis en 1943, création fortuite due à l'extension du S. T. O., deux conceptions s'opposèrent. Celle d'Henry Frenay qui reposait sur la création de petites bandes d'une trentaine d'hommes, autonomes, faciles à dissimuler, pratiquant le sabotage et le harcèlement, mais refusant le combat. Leurs trois caractéristiques étaient la fluidité, la rapidité et la mobilité. L'autre conception, défendue par Jean Moulin et Yves Farges, était celle du réduit fortifié de plusieurs milliers d'hommes, libérant une vaste zone au jour du débarquement. Pour être viable, un tel réduit devait disposer d'un matériel lourd considérable, de réserves énormes, et de combattants entraînés. Enfin, il ne pouvait prendre d'initiatives en dehors d'une liaison opérationnelle très étroite avec le G. Q. G. allié. A défaut de ces conditions, un tel rassemblement de maquisards risquait fort de devenir une proie idéale pour une opération répressive de grande envergure. Tous les réduits qui se sont organisés suivant ce principe aberrant ont subi le même sort tragique, qu'il s'agisse des Glières, du Vercors, du Mont-Mouchet ou de Saint-Marcel en Bretagne. Au Vercors, les choses se sont aggravées du fait de la disparition de Jean Moulin qui en avait été l'un des instigateurs et qui ne pou-

vait plus en être le défenseur à Londres ou à Alger lors du débarquement. Les chefs du Vercors eurent ainsi le sentiment d'avoir été abandonnés.

G. L. — Vous faites état dans votre livre d'un fait peu connu, la proposition d'entente du général Frère, chef de l'O. R. A., aux autorités allemandes. Qu'en est-il exactement ?

D. V. — Le général Frère avait été membre du tribunal militaire qui condamna à mort le général De Gaulle en 1940. Par la suite, il devint le fondateur de l'O. R. A. (Organisation de Résistance de l'Armée). Arrêté en juin 1943, il mourut au camp de Struthof. Les communistes ne lui pardonnèrent pas d'avoir déclaré le 6 février 1943 : « Je suis prêt à traiter avec les Allemands et, moyennant l'évacuation totale du territoire national, à prendre les armes à leurs côtés contre les bolcheviks. » Je trouve pour ma part que son destin résume toutes les ambiguïtés de cette époque.

G. L. — Dans un autre ordre d'idées, pourquoi des hommes comme Guingouin, Tillon ou Lecœur ont-ils démerités aux yeux du parti communiste ?

D. V. — En 1940 et au début de 1941, lorsque le parti communiste, s'alignant sur les consignes de l'Internationale et le pacte germano-soviétique, oscillait entre les tentatives de collaboration avec l'occupant et la neutralité boudeuse, quelques dirigeants, dont Tillon, Lecœur ou Guingouin ont organisé un début de résistance. Le parti ne pouvait tolérer une telle action fractionnelle. Guingouin allant plus loin que les autres fut menacé de mort. Par la suite, ces hommes qui avaient vraiment combattu apparurent comme de vivants reproches pour un Thorez qui avait passé la guerre en U. R. S. S., loin des périls. Il leur préféra des poulains dans le genre de Marchais.

G. L. — Votre conclusion, Dominique Venner ?

D. V. — L'histoire véritable de la Résistance détruit les mythes de la Résistance, à commencer par celui de son invincibilité. Ce mythe s'est trouvé renforcé par une présentation spécieuse des guérillas de la décolonisation. Il a infecté les idées que l'on se fait de la Défense Nationale. La réalité nous apprend qu'à l'automne 1943, la résistance française était exsangue et sur le point de disparaître, faute de recevoir un appui extérieur massif sans lequel il lui était impossible de survivre. Il n'y aurait pas eu de résistance armée sans l'arsenal britannique. Cette absence de soutien matériel provoque l'écrasement de la résistance polonaise en 1944, pourtant incomparablement mieux organisée et plus populaire. Or, dans l'hypothèse future et vraisemblable d'une invasion de l'Europe occidentale par l'Est, les cartes des nouveaux envahisseurs seraient infiniment supérieures à celles des conquérants de 1940 et leur rigueur plus redoutable. Imaginer dans un tel cas la possibilité d'une résistance armée est pure bouffonnerie.

LES LIVRES DU MOIS

HENRI AMOUROUX, « LE PEUPLE DU DESASTRE 1939-1940 », Editions Robert LAFFONT — 520 pages.

Ce dernier livre d'histoire contemporaine d'Henri Amouroux pourrait être une introduction a posteriori à sa célèbre « Histoire des Français sous l'occupation » car, si la France a bien été occupée pendant plus de quatre années par l'armée allemande, c'est que nous avons connu une défaite militaire dont on trouve peu d'exemples dans toute notre histoire nationale. A la question de savoir quels furent les coupables de ce désastre, H. Amouroux répond simplement par une énumération de causes : « trop peu de soldats, trop peu d'armes, trop peu de Français. Et trop peu d'Alliés. Plus encore que le Front populaire, ou que la médiocrité intellectuelle des généraux, qui ne concevront pas la stratégie nécessaire, la cause de nos malheurs est là. »

La drôle de guerre ne fut que le piétinement ridicule de tout un peuple affolé par les dimensions de cette catastrophe, devinée pourtant malgré les propos rassurants des politiciens et l'action d'une propagande lénifiante. La population des villes du sud de la Loire se multiplie facilement en quelques jours par deux ou trois sans que, trop souvent, les conditions de survie aient été prévues. Dire que c'est la panique dans les gares n'est pas très loin de la vérité pendant que des villages entiers, abandonnés de presque tous sont livrés au pillage de quelques mandrins malgré la promesse énergique du gouvernement qui assurait que l'armée protégerait les maisons vides. Mais on ne peut pas être à la fois, au four, au moulin et ailleurs. Paul Reynaud qui ne sait plus à quel saint se vouer, rappelle Pétain de son poste d'ambassadeur de France auprès du général Franco, une manière comme une autre de redonner un peu d'éclat à ce gouvernement au rabais, à moitié moribond, à défaut de rétablir la confiance populaire.

Le vieux maréchal assiste à l'agonie du régime et « les petits problèmes remplacent les grandes préoccupations ».

Bordeaux, une fois de plus, retrouve sa vocation de tombeau des régimes. Et c'est à Pétain « qu'il appartient désormais de faire savoir aux Français, non point la gravité des problèmes, ils la connaissent, mais les solutions adaptées ». C'est alors le célèbre discours du 17 juin 1940 dans lequel le futur chef de l'Etat français proclame qu'il a demandé à l'adversaire victorieux comment il serait possible de « mettre un terme aux hostilités ».

La suite est connue. Henri Amouroux en traitera dans le second volume de cette nouvelle grande histoire des Français sous l'occupation sous le titre significatif : « Quarante millions de Pétainistes ».

Le grand journaliste qu'est l'auteur a su trouver le ton qu'il fallait pour raconter cette période. Un important travail d'archive a fait le reste et cette conjugaison entre le talent et le travail a donné une excellente étude qui fera date. Nous attendons maintenant la suite.

Jean-Paul ROUDEAU.

ANDRE MARTIN, « *BOUKOVSKY LE CONTESTA-
TAIRE* », Editions ALBATROS, 210 pages.

Un regard absent, qui regarde sans voir comme plongé dans une continuelle méditation intérieure, c'est celui de Boukovsky tel qu'il apparaît sur la couverture du livre d'André Martin, regard d'un homme qui, depuis bien longtemps ne s'inquiète plus des souffrances de son corps.

Seuls les habitués des silences couards et des indignations à sens unique se sont élevés contre l'échange de Corvalan contre Boukovsky en invoquant on ne sait trop quelle morale internationale. C'est vraiment se moquer du monde. Cet échange fut en tout cas une magistrale paire de claques donnée aux moscoutaires et à leurs alliés car il a prouvé, une fois de plus, que les « délits d'opinion » en U. R. S. S. relèvent de la seule psychiatrie, conception qui prit l'ampleur que l'on connaît avec l'arrivée au pouvoir de Kroutchev. Staline y avait bien pensé mais, trouvant sans doute le pro-

cédé d'élimination trop lent, il préférait les camps de la mort (1).

La réédition de ce livre écrit en 1974 était utile. Il nous aide à comprendre la personnalité de ce contestataire doublé d'un résistant farouche au système policier soviétique. Apparemment il n'a jamais succombé, jamais capitulé devant l'infériorité organisationnelle oppressive où K. G. B. et psychiatres, quand les deux ne sont pas confondus, s'entendent pour mettre à la raison les dissidents qui ne sont autre que des hommes de caractère qui puisent soit dans la « croyance » soit dans une volonté naturelle à toute épreuve le courage de dénoncer ce que Boukovsky appelait, lors de l'un de ses nombreux procès, « les immondices de la maison ».

De l'âge de vingt ans jusqu'à sa récente libération, il n'aura connu que un an, deux mois et trois jours de liberté relative et il regrettera que, pendant ce court temps, il n'ait pas pu faire davantage que ce qu'il ne fit. Et pourtant une fois chaque peine purgée, il continue là où les polices politiques l'avaient arrêté, il poursuit son combat pour les libertés sans se soucier des nouveaux ennuis que sa tenacité lui réserve inévitablement car, ainsi qu'il le proclame, quoi qu'il lui arrive, il reste libre dans son for intérieur.

Cette admirable maîtrise de soi-même, cette générosité de cœur que ses amis, voire ses ennemis, ont éprouvée, espérons que l'Occident ne les brisera pas comme il a éteint le souffle dénonciateur de nombreux exilés russes. En effet, à part pour Soljénitsyne, ce torrent magnifique, les douleurs s'affadissent, les plaies se ferment et l'oubli vient à la plus grande satisfaction des pouvoirs publics et d'une presse toute puissante qui, du haut de sa sottise pontifiante, décide du bien et du mal en toute tranquillité. Il ne faut jamais troubler le sommeil des nantis.

Jean-Paul ROUDEAU.

(1) Lire à ce sujet : « La Liberté des Communistes » (Editions des Sept Couleurs).

JEAN-CLAUDE FONTANET, « L'EFFRITEMENT », Editions de LA BACONNIERE, 290 pages.

« L'Effritement » est le cinquième roman de Jean-Claude Fontanet (1). Un homme de quarante ans se promène sans complaisance sur sa vie passée et regarde le présent avec une amertume affichée. Et pourtant, selon les critères communément admis, Jean Vlade était destiné à ce que l'on appelle une brillante carrière. Enfant jugé prodige, les plus grandes réussites sociales devaient l'attendre. Il n'en fut rien car, comme il le reconnaît, il a ce défaut, qui n'est pas son moindre, de n'apercevoir en général que l'envers des tapisseries et des broderies de la vie.

Jean avait épousé Marie-Claire, une Savary, c'est-à-dire une jeune fille bien comme il faut appartenant à l'une de ces familles cuirassées par les principes des bien-pensants. Chacun essaie d'obtenir de lui ce qu'il en espère. C'est le meilleur moyen de n'en rien obtenir et de faire douter notre héros de sa propre intelligence. On ne met pas en effet les hommes au travail souhaité comme on attelle une paire de bœufs à la charrue. Jean va donc essayer de trouver ailleurs ce que sa femme et sa belle-famille ne peuvent lui apporter pour atténuer son désenchantement.

Il va donc connaître Sylvie avec cette brusquerie timide de tous les inaffectifs. J'allais expliquer qu'il ne savait pas aimer alors qu'il aime, mais il aime toutes les femmes de la même manière, ne comprenant pas les différents stades qui existent dans la hiérarchie de l'amour, fut-il seulement physique. Jean Vlade est un homme qui a desappris à aimer et que le malheur et la déception poursuivront toujours. L'auteur fait dire à son personnage : « À quoi travaillons-nous, tous tant que nous sommes, sinon à fabriquer du silence et de la nuit ? ». Cette opinion pessimiste de l'existence reflète bien l'impression générale qui se dégage de ce roman, une fois le livre fermé. Cette conscience de l'effritement explose

(1) Jean-Claude Fontanet est le fondateur des « Cahiers des Amis de Robert Brasillach ». Nous conseillons à nos amis d'adhérer à cette association qui s'est fixée pour mission de défendre la mémoire du poète fusillé et de faire connaître son œuvre. (Correspondance à Case Postale 2755, 1002 LAUSANNE, Suisse).

à chaque ligne comme, sournoisement, elle se laissait deviner dans « La Montagne » (2), le précédent roman de Jean-Claude Fontanet.

Jean Vlade est un faible qui a conscience de ses maladresses mais sait très bien juger nos défauts d'habitude, et ces défauts sont tellement acquis que certains n'hésitent pas à les transformer en qualités quand quelques uns n'invoquent pas la vertu. Cet effritement de la vie sur laquelle chacun se penche avec inquiétude ou tristesse, ou sagesse, dresse la liste de tout ce que l'on a dû abandonner au conformisme pour éviter les ennuis qui prennent parfois des allures de catastrophe.

Un beau livre, un grand écrivain, mais au lieu de roman, j'aurai choisi « monologue sur un homme seul, et qui le sait ».

Jean-Paul ROUDEAU.

EDMOND JOUHAUD, « CE QUE JE N'AI PAS DIT », Editions FAYARD, 432 pages.

Le général Jouhaud poursuit l'écriture de ses mémoires et Dieu sait si les événements auxquels il a été mêlé sont nombreux et riches en enseignement. Ce dernier ouvrage concerne les faits directement liés aux origines, au développement et à la fin lamentable de cette trahison politique que l'histoire retiendra longtemps sous l'expression équivoque de « guerre d'Algérie » alors qu'il faudra bien y ajouter un jour le mot de secession.

Il est inutile de présenter Edmond Jouhaud. Avant d'être l'un des responsables de la révolte bien mal préparée d'avril 1961, il était chef d'état major et inspecteur général de l'armée de l'air. Il acheva sa carrière de combattant devant les tribunaux de « la femme sans tête », accusé d'avoir troublé le sommeil des repus et des nantis qui vivent gaillardement de la corruption républicarde et des flatteries démagogiques qu'impose le libéralisme démocratique à ceux qui en tirent des prébendes. L'affaire de Broglie, une de plus, montre suffisamment dans quels purins les serviteurs du régime sont recrutés, surtout ceux auxquels on impose les

(2) Editions LA TABLE RONDE.

plus sales besognes. Mais ils seront rapidement blanchis de tous leurs forfaits par le suffrage universel qui, comme chacun le sait, donne aux voleurs et assassins les couleurs de l'honnête homme.

Déjà dans « O mon pays perdu », le général Jouhaud avait évoqué la trop longue tragédie de tout ce peuple ayant conscience, peu à peu, qu'il est le laissé pour compte ; qu'il ne sert qu'à aider des ambitions personnelles ou orgueilleuses ainsi que de tortueuses politiques. Dans « Ce que je n'ai pas dit », il explique comment on a pu en arriver à cette situation dans laquelle les meilleurs parmi les sages perdirent eux-mêmes la vertu de patience. Mais malheureusement, ce n'est que lorsque l'histoire est terminée que l'on se rend vraiment compte du rôle joué par chacun, et même si l'Histoire est impitoyable dans son jugement, elle n'en est pas moins irréversible car ce n'est pas en imaginant ce qui aurait pu se passer si chacun avait deviné un peu plus tôt les mensonges et les duperies que les morts vont surgir de leur tombeau comme pour siéger à une sorte de cassation. Cependant, Edmond Jouhaud apporte des renseignements passionnants pour les historiens de demain, sur l'organisation secrète de l'armée clandestine ; sur les rôles précis de chacun, surtout en Oranie dont il avait la surveillance.

Mais en réalité, « que l'O. A. S. eût ou non existé, la grosse majorité des Français devait quitter ce pays, leur pays natal pourtant ». Et il faut bien reconnaître en plus, avec le général Jouhaud, que l'O. A. S. fut le seul mouvement insurrectionnel de tout le XXème siècle à être unanimement détesté. Les terroristes palestiniens ont pignon sur rue, en France, « les anarchistes, maoïstes, gauchistes trouvent toujours des mouvements d'opinions qui leur soient favorables alors que l'O. A. S., qualifiée de « fasciste » est reléguée au ban de la société pour toujours ».

Il est enfin temps de rétablir la vérité sur la révolte des Français d'Algérie en général, et l'O. A. S. en particulier. On commence, bien lentement sans doute, mais on commence à y arriver. Le livre du général Jouhaud constitue un témoignage dans cette tentative de réhabilitation.

Jean-Paul ROUDEAU.

Nos Amis écrivent...

Dans le N° d'avril 1977 d'Europe « magazine, 5, rue Deckens, 1040 Bruxelles, une remarquable interview du romancier Alphonse Boudard par Jean Marcilly dont nous reproduisons les principaux passages et qui fera plaisir aux lecteurs de Défense de l'Occident. C'est un peu d'air frais dans la sottise et la veulerie générales qu'ils recevront avec reconnaissance.

La droite est morte, la droite, telle qu'on la concevait, est devenue un épouvantail. Elle n'existe plus, c'est tout. Par contre, il existe une droite d'argent, une gauche d'argent et il existe le parti communiste.

Donc, pour sauvegarder sa liberté dans tout cela, il ne faut pas se prendre les pieds.

On peut s'en tirer en loques, en grignotant des miettes avec, demain, un régime de droite d'argent ou de gauche d'argent, comme aujourd'hui avec Giscard, comme demain avec Mitterrand. Seulement, après, avec le parti communiste, plus question. Ce sera le super-régime, la grande frustration. Voilà en gros.

La liberté, elle est déjà très entamée par la censure sournoise. Pour les intellectuels, cela consiste en une espèce de terrorisme que font régner d'autres intellectuels, déjà maîtres de certains secteurs : presse, cinéma, télévision, radio, édition. Ils ne le font peut-être pas de façon tout-à-fait délibérée, mais c'est devenu un snobisme tellement développé qu'on ne peut pas y échapper. Aussi la liberté est-elle déjà largement mutilée de ce côté. Sans doute pas trop pour quelqu'un ayant acquis une notoriété comme Antoine Blondin, Jacques Laurent, etc... mais pour un jeune qui débute, c'est plus menaçant. Evidemment, cela n'en est que plus

grave. La seconde très sérieuse menace sur nos libertés, c'est le pognon. Parce que, pas de doute là-dessus, ceux qui descendent encore dans la rue avec des pancartes font du folklore XIXème siècle. Maintenant, la révolution se fait avec des agents du fisc, avec des magistrats et, quand même, avec des syndicalistes. D'ailleurs, agents du fisc et magistrats, c'est aussi des syndicats.

Par une espèce d'inquisition complète de nos poches, on ne pourra plus broncher. On va tomber dans une dictature. On va se retrouver coincés. Le choix étant assez limité, nous serons bouffés à la suédoise ou à la soviétique. Mais on va dans cette direction.

Dans un cas comme dans l'autre, la liberté...

Il est vrai que la liberté nous intéresse, nous qui écrivons, qui faisons des films. Mais à part nous, mais les autres ?

« La liberté, pour quoi faire ? » c'est une phrase de Lénine, pas sa plus mauvaise, ni sa moins sincère !

Il est évident que, les gens qui gagnent 160 tickets par mois, la liberté ne les intéresse pas. A ce tarif-là, la liberté, on peut pas connaître. Ils se battront peut-être pour la croûte, comme les Français sont vaguement devenus résistants quand il y a eu de vrais problèmes de bifteck pendant l'occupation, mais pour la liberté, ils ne se battaient pas, ce n'est pas vrai. Parce que si les Américains et les Russes n'avaient pas gagné la guerre, les Français étaient à genoux, domestiqués par les nazis sans s'être battus un seul instant pour la liberté.

Ce n'est pas qu'à titre personnel, j'accepte de gaité de cœur la perte de la liberté mais je considère qu'aujourd'hui, il est vraiment trop tard. Un certain nombre de conneries majeures ont été faites en Occident à un moment ou l'autre. Il y a un tel torrent qui porte vers quelque chose d'autre que je ne vois pas pourquoi j'irais me foutre en travers....

Le christianisme a pu être une sorte de ciment de la société dans la mesure où il a toujours été en contradiction avec l'évangile. Que font aujourd'hui les curés de gauche ? Ils prennent l'évangile au pied de la lettre et mettent tout le

monde dans l'impossibilité de vivre en société car je vous le demande un peu : vous en connaissez beaucoup, vous, qui, dans leur vie, mettent en application les préceptes évangéliques ? Pas un, oui ! Les petits saints ne courront jamais les rues ; de toutes façons, ils ne font pas d'enfants et s'il n'y a pas d'hommes, il n'y a plus de Dieu...

Alors que jusque là, l'Eglise du début, celle qui fit la conquête et prit le pouvoir spirituel ainsi que l'autre en Occident, pour mieux gouverner, tricha avec une habileté extraordinaire. Elle possédait une sorte de jésuitisme machiavélique pour gouverner, se taillant la grosse part du gâteau matérialiste, mais en sachant équilibrer en ouvrant des couvents, des hauts-lieux de l'esprit, ce qui préservait quand même l'évangile et la pureté du message du Christ.

Avoir en même temps dans son giron Ignace de Loyola et François d'Assise, faut le faire ! Ça, c'est la grande intelligence. Mais le jour où l'un prend le pas sur l'autre, c'est cuit. L'Eglise d'aujourd'hui s'est laissé piéger par les marxistes pour n'avoir voulu voir en eux qu'une partie de leurs intentions. Elle voit en eux la générosité, elle voit les pauvres et elle se dit : « Allons vers les pauvres... » Elle oublie que la religion, à Moscou, fait exactement ce que faisait la religion à Rome. Les marxistes ont un message à l'intention des pauvres dans les usines mais pratiquent une politique impérialiste à l'ombre des tours dorées du Kremlin à Moscou.

Cela dit, l'Eglise n'est jamais si dupe que cela. Quand on la croit évolutionniste, voire révolutionnaire... faut faire gaffe. Car l'Eglise est toujours avec le pouvoir, c'est ce qui est un peu inquiétant, plus inquiétant encore étant de savoir qu'elle s'y prend toujours à l'avance quand elle pressent longtemps à l'avance que quelqu'un va le prendre, ce pouvoir. Si on suit l'Eglise, on voit où on en est.

Aujourd'hui, pas de doute, on se croirait dans les bergeries de Florian quand on écoute la radio. Tous sont pour le bien, pour l'homme, pour la bonté, pour les grandes idées généreuses. En fait, personne ne l'est pas plus qu'avant. Du bla-bla-bla et c'est tout !

Et puis la *Liberté*, sans arrêt la *Liberté*, on ne nous parle que de cela... on nous en parle depuis longtemps, mais plus encore ces jours-ci. Un symptôme. Un très mauvais signe.

On a commencé à dire « liberté » en France en 1789, et crac ! dès qu'ils l'ont eue officiellement, eux qui l'avaient sans le savoir, voilà tous les Français embrigadés pour aller faire la guerre, des guerres à n'en plus finir.

Dès qu'on commence à parler de quelque chose, cela se passe autrement. Si on parle trop de fraternité, c'est qu'il n'y en a pas. Si elle va tellement de soi, on n'en parle pas. On parle tout le temps de culture-culture-culture et voilà une époque qui n'en a pas d'originale. Où sont nos poètes, nos compositeurs, nos sculpteurs, nos peintres, nos philosophes, nos écrivains ? On n'a même pas d'architecture, on ne sait même pas se loger entre quatre murs qui soient vraiment à nous et beaux.

Il y a quelque chose de drôle à voir : on a été rechercher tous les styles du passé. Il y a un style baptisé « rétro », mais vous avez remarqué que, si on en est chez les antiquaires au style 1925, après, c'est fini. Pourquoi ?

On ne fait plus que copier mais l'on parle tout le temps de culture au point d'avoir inventé un « Ministre de la Culture », un gag !

Regardez les théâtres, ils bénéficient de subventions, mais une fois levé le rideau, vous voyez quoi ? Vous entendez quoi ? *Rien*. Qu'est-ce qu'il y a de neuf cette année ? Je vais vous le dire : il y a Jean Anouilh. Il a 65 ans et on l'a découvert il y a trente ans. Sans subvention naturellement... On peut trouver Ionesco, un peu... La littérature, c'est pareil. Si vous quittez la génération de Blondin, Laurent, c'est le désert.

Le mot culture n'était pas employé au grand siècle, on n'y parlait pas de culture. Ils étaient tellement cultivés que cela ne valait pas d'en parler. On ne parle pas de politesse quand tout le monde est poli. On ne parle pas de liberté quand tout le monde est libre. Les mots sont employés dans tous les sens et à contre-sens. Le mot « démocratie » par

exemple, quand on lui ajoute le pléonasme « démocratie populaire », on peut-être certain de son inexistence à double titre.

*
**

Quelque chose d'impressionnant me paraît être le désarroi de l'Occident, lequel est en train de crever d'avoir renié ses valeurs. Les valeurs de l'Occident étaient des valeurs de son âge, des valeurs impérialistes. Nos ancêtres divers et variés qui firent l'Occident, bien que différents, avaient quelque chose en commun : la fierté d'être ce qu'ils étaient, l'assurance de leur bon droit. Ils arrivaient dans un endroit et disaient : « Nous sommes les plus forts, donc, nous sommes les patrons ». Tout le monde avait vite compris. Ils apportaient derrière eux un tas de choses, bonnes ou mauvaises, du bien et du mal. Ils construisaient tout droit à la manière de bulldozers, ne se laissant jamais marcher sur les pieds.

Seulement à partir du moment où l'on a mauvaise conscience, on ne peut plus être comme eux.

On s'est fabriqué — plus exactement on nous a fabriqué — des raisons d'avoir mauvaise conscience. Le pouvoir des mots a été énorme. On s'est empêtré dans le jargon, le charabia. Du coup, n'étant plus possédé de l'instinct de conquête, on a perdu aussi l'instinct de préservation.

Le grand défaut d'aujourd'hui, c'est que tout le monde batifole avec des mots sans en connaître la valeur, surtout sans connaître la valeur et la nécessité des maîtres-mots. Tout le monde blablate à l'infini, noyant des riens dans un océan de postillons ; cela est catastrophique...

La France est morte en 1940. On vit depuis sur de vieilles notions ronflantes, éculées. La défaite de 1940 a été irrémédiable pour l'âme.

L'esprit de résistance ? bof ! ils ont pris les fusils à cause du S. T. O., ne voulant pas aller travailler en Allemagne, ou parce qu'ils étaient juifs ou communistes. Mais pourquoi y aurait-il eu une résistance alors que, lorsqu'il s'agissait

plus simplement de se disputer une bonne guerre, on a vu des unités, des divisions entières qui se laissaient faire prisonnières.

Trop heureuses ! Les Allemands, n'ayant plus le temps de les garder, donnaient des armes à certains Français pour en garder d'autres. Je vous prie de croire qu'il aurait pas fallu tenter de s'évader avec ces mirontons parce qu'alors là, ils auraient tiré, eux qui n'avaient pas allumé une cartouche contre un Chleuh...

C'était l'écrasement total. Seulement, ce qu'il ne faut pas oublier, cette guerre, on ne l'a pas perdue matériellement, on l'a perdue plus gravement, au-dedans de soi, un peu comme si on avait eu les parties, les tripes, le cœur, l'intelligence rongés par un mauvais cancer.

Et puis des trucs insensés par la suite : deux millions de mecs qui se disent : « Bravo, on va être prisonniers... » et, à leur retour, on a en fait des héros... et ces mecs, pour bien faire voir aux populations admiratives ce qu'ils avaient été, ils s'accrochaient des fils de fer barbelés à la boutonnière. Glorieuse distinction ! Staline, lui, quand ses prisonniers sont rentrés, il est a butés. Chez nous encore, tout le reste a suivi. On s'est offert une promotion de Saint-Cyr baptisée « Dien Bien Phu ». Faut le faire.

*
**

Ce qui manque le plus actuellement, c'est un peu de bon-sens et de raisonnement. L'autre jour, je voyais « l'Aveu ». On était en plein dans une histoire démente. Le moment où Monsieur London et sa femme disaient : « On est encore communistes », ça valait son pesant de goulag... Ils avaient l'air de martyrs retour de Buchenwald et gloussant : « On est devenus nazis... »

Ce qui m'épate le plus, façon de parler, c'est ce basculement généralisé des peuples vers la gauche, s'y précipitant comme les moutons de Panurge. Ils voient pas la fosse, les malheureux, ils plongent, les ingénus. Chaque fois que les gens font appel à la liberté, ils font appel à l'Etat. On

dit : « on va nationaliser... » etc. etc. Quel est le quidam ignorant encore que la pire dictature est celle de l'Etat ? On fait appel au tyran qui va nous tomber sur la gueule. Quand tout sera aux mains de l'Etat, quelqu'un prendra l'Etat et la dictature sera là...

L'ordre, la mentalité, l'honnêteté, la propreté, etc..., valeurs traditionnelles de la droite, vous allez les trouver au P. C. Dans les prochaines manifs, ils auraient des calicots avec, dessus, un énorme « Travail-Famille-Patrie » qu'ils ne surprendraient personne. Le pire réac de 1945 ne peut pas rêver mieux que le P. C. pour réaliser ses objectifs en 1977.

En mai 1968, il y avait le désordre, il y avait la merde. Les Français auraient fait appel à n'importe qui pour rétablir la sécurité.

Il faut aussi croire que le petit bourgeois français s'en fout, de la liberté. Ce qui le frapperait, s'il allait dans un pays de l'Est, ce serait de voir les gens faire la queue pour acheter un problématique pot-au-feu, ou du sucre, mais la liberté, ils s'en foutent. On a eu, il y a deux ans, un phénomène extraordinaire, génial de surcroît : Soljenitsyne. Est-ce que cela a changé quelque chose ? Est-ce qu'un vote, le lendemain, aurait fait perdre 0,5 % à la gauche ? Je vous fiche mon billet que non. Pourtant, il en parle, de la liberté, Soljenitsyne, il sait de quoi il cause. Non ! il est lu comme curiosité. Il sera lu par des gens allant à sa lecture avec leurs idées. Ceux qui ne veulent pas le croire, ne le croient pas et pourtant, personne n'a jamais songé à en douter, de Soljenitsyne, à mettre un seul de ses mots en doute. Même les communistes français n'ont pas osé. Il prêche dans le désert. Il n'était pas non plus le premier à parler. Comment se fait-il aussi que les autres, on ne les aient pas écoutés ?

**

Ce qui compte plutôt que les mots dont on se gave, c'est l'évolution technique. Les gens ont été plus changés par le train ou l'automobile que par les mots de la révolution française. Ce ne sont pas les ratiocinations des sociologues qui changent les mœurs. Cette même évolution technique ferait

que, de nos jours, une dictature serait mille fois plus effrayante qu'avant. Autrefois, on pouvait, sous la pire des poignes autoritaires, être dans son coin tranquille en cultivant son jardin.

Je tiens à la liberté, à un minimum de liberté : publier un livre, avoir un passeport, c'est énorme, le passeport... c'est la liberté, mais je suis pour la censure, la vraie, parce que, si on a une censure, si notre liberté n'a pas quand même des limites qui nous sont données par la bienséance ou par la vie en société, on ne fait rien de bien non plus.

Le Dr Wilhem Stäglich témoigne sur Auschwitz

« En 1944, j'étais officier d'ordonnance à l'état-major de la « Fallschirm-Flakabt. L2. » De mi-juillet à mi-septembre, mon unité se trouvait à proximité du camp d'Auschwitz, afin de protéger les installations industrielles où les détenus du camp travaillaient aussi. Notre état-major se tenait dans le petit village d'Osiek non loin d'Auschwitz. Durant cette période, nous étions nourris, en partie du moins, par le camp qui disposait d'un abattoir et d'une boulangerie. J'ai accompagné plusieurs fois le préposé à la subsistance et l'adjutant dans le camp. La première fois, pour régler la subsistance de notre troupe. Une autre fois, nous étions officiellement invités à visiter le KZ. En tout, je m'y suis rendu trois ou quatre fois. Lors d'aucune de ces visites, je n'ai vu d'installation de gazage, de fours crématoires, d'instruments de torture ou d'autres choses atroces. Le camp faisait une impression soignée dénotant une organisation de premier ordre et possédait, à côté des entreprises mentionnées, d'autres telles une cordonnerie et une fabrique de vêtements. Les détenus logaient dans de grandes baraques, toutes pourvues de lits. Seuls des détenus travaillaient dans les entreprises artisanales. Le camp me rappelait le service du travail que j'avais fait pendant six mois, mais était naturellement beaucoup plus grand. A aucune de mes visites, je n'ai pu constater que les détenus, pour autant qu'ils fussent dans le camp (ce qui était le cas des travailleurs des entreprises artisanales ou des préposés au nettoyage), aient été maltraités (...). Une fois, j'ai même vu que les détenus travaillant au bureau de la direction — et il semblait s'agir de Juives — avaient toutes une bouteille de lait à leur place. Aucun détenu ne semblait redouter les mauvais traitements ou la mort (...). Enfin, je peux encore affirmer que la population allemande d'Osiek n'avait aucune connaissance

des prétendues atrocités ou même des exterminations mises à la charge du camp. »

Comme nous l'avons mentionné dans d'autres numéros de notre périodique, Dr Stäglich a été condamné, pour son témoignage, à une réduction de sa retraite. Le tribunal a estimé, en effet, que, vu la certitude quant à l'existence des massacres, Dr Stäglich ne pouvait pas avoir vu ce qu'il disait.

Ce témoignage est à rapprocher de celui de Thies Christophersen sur Auschwitz. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet manifestement gênant pour les « Alliés ».

(Courrier du Continent).

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Mai 1977

des prétendus secours ou même des extorsions qui
seraient à la charge de camp.

Comme nous l'avons mentionné dans d'autres numéros
de ce journal, le 25 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

Le 26 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

Le 27 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

Le 28 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

Le 29 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

Le 30 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

Le 31 août 1914, les troupes de l'armée
allemande ont été envoyées à la recherche de la tribu
et elles ont été reçues par le chef de la tribu
qui leur a offert un repas et leur a fait
connaître que les Allemands ne leur ont rien
fait de mal.

★ *DES DOCUMENTS
AUTRICHIENS ET ITALIENS INEDITS*

★ *DES TEMOIGNAGES
D'AUTEURS OUBLIES*

★ *DES ILLUSTRATIONS
INCONNUES EN FRANCE*

dans

Les Bourbons de France en exil à Gorizia

du Docteur Luigi BADER

(La vie quotidienne et la mort des exilés de 1830 — Des détails nouveaux sur Henri V, comte de Chambord — Le « Saint-Denis » de la Castagnavizza (Yougoslavie).



Librairie Académique Perrin — Coll. « Présence de l'Histoire ».

Numéros anciens de Défense de l'Occident :

Première série (1948-1960) : chaque N° 15 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 15 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares

Complétez dès maintenant vos collections



Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 15 Frs h. t.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965).

Où mène le gaullisme (1967).

L'Agression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).

Pour établir des séries complètes, la Direction de DEFENSE DE L'OCCIDENT rachète au prix de 30 F. l'ex. les Numéros suivants :

1ère série : Numéros 1, 50/51, 53.

2ème série : Numéros 2, 3, 5, 6, 7.

Nous écrire pour faire des offres.